

VITALITÉ DES MILIEUX, VITALITÉ DES PARCOURS.
Réflexions sur l'évolution de la recherche sur l'immigration
francophone en milieu minoritaire

Préparé par

DIANE FARMER et EMANUEL DA SILVA
Centre de recherches en éducation franco-ontarienne (CREFO)
OISE, University of Toronto

Février 2012

Les auteurs souhaitent remercier Marie-Christine St-Pierre, Kehra Taleb et Mary Richards pour la relecture de ce document et, en particulier, Joanie Durocher, pour son soutien inégalé tout au long du processus. L'appui de Patrimoine canadien, du ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario et du Secrétariat Metropolis est aussi apprécié.

À Julie Boyer,

*l'inspiration des journées d'études
sur l'immigration francophone
au Canada.*

Table des matières

INTRODUCTION.....	5
La complexité du domaine	6
1. BÂTIR UN CHAMP D'ÉTUDES.....	7
Un champ d'études en mouvance.....	8
Un champ qui porte fruits	9
2. L'IMMIGRATION FRANCOPHONE EN CONTEXTE MINORITAIRE FRANCOPHONE	10
La dimension transversale de l'immigration	12
3. UN RETOUR CRITIQUE SUR LE CONTINUUM.....	13
3.1 Le recrutement et l'accueil	13
L'enjeu des nombres	13
L'immigration : un marché	14
L'accueil en région	15
L'accueil en contexte linguistique minoritaire.....	16
L'évolution des services.....	16
Ce que les chiffres nous disent	17
3.2 Intégration économique : barèmes et barrières.....	20
L'intégration des diplômés internationaux en santé (DIS) en milieu minoritaire	22
Les universités en milieu minoritaire : moteurs économiques, multiculturels et intégratifs ?.....	23
3.3 Insertion sociale.....	25
De minorité à citoyenneté : quelle place pour l'immigrant(e) ?.....	25
L'éducation.....	26
CONCLUSION	28
ANNEXES.....	31
A. Ouvrages consultés (parus depuis 2008).....	31
B. Références citées (excluant les ouvrages listés à l'Annexe A).....	41

INTRODUCTION

Le réseau Metropolis a eu une influence déterminante sur le cheminement qu'a pris le développement de la recherche sur l'immigration au sein des milieux francophones en situation minoritaire au Canada, ainsi que sur la réflexion d'ensemble entourant l'évolution des politiques et des pratiques. Les séances plénières, les ateliers et les tables rondes des conférences nationales et internationales témoignent clairement de ce dynamisme.¹ Les chercheurs ont abordé l'immigration à partir de réalités empiriques émergentes et fort peu documentées. Les études interrogeant des milieux distincts – les plus petits centres en relation aux métropoles, les régions dans leurs spécificités, les contextes linguistiques minoritaires – nous offrent aujourd'hui un portrait plus riche de l'immigration en tant que dynamique sociale. Cette ouverture à la prise en considération de l'immigration en contexte minoritaire peut se lire en tant qu'influence mutuelle dans l'articulation d'ensemble du Projet Metropolis et dans l'affinement des interrogations sur les parcours des migrants que ces milieux cherchent à accueillir.

Depuis 2007, le réseau Metropolis organise aussi une journée de pré-Congrès sur l'immigration francophone lors de la tenue de son Congrès national. Après s'être déplacée à Toronto, Moncton, Calgary, Montréal et Vancouver, cette journée est maintenant de retour à Toronto. C'est aussi la dernière de la série, dans le cadre de la conclusion du Projet Metropolis. Le document que nous présentons s'inscrit dans l'enchaînement de ces journées de réflexion et vient appuyer le déroulement de la journée de 2012. Il propose une lecture d'ensemble du travail de recherche mené depuis lors et des résultats probants, en faisant état des interrogations soulevées par les chercheurs quant à la vitalité des milieux minoritaires et la diversité des parcours migratoires. Il vise aussi à susciter une réflexion à plus long terme sur la place que peut avoir la recherche au sein des divers secteurs qui interagissent dans le dossier de l'immigration francophone, que ce soit dans les universités, les institutions diverses de la société, les ministères gouvernementaux ou auprès des acteurs locaux. Comment la recherche peut-elle renseigner les politiques et les pratiques ? Comment ces dernières nous amènent-elles à construire de nouveaux chantiers de recherche ? Dans un tel document, il ne s'agirait pas de présenter une liste des études menées jusqu'à présent. D'excellentes synthèses ont déjà été préparées (Gallant, 2008a; Belkhodja, 2008; Thomassin, 2008; Quell, 2008; Mulatris, 2009a; Gallant, 2010a; Robineau, 2010; Belkhodja et Traisnel, 2011a; Universalia, 2011). Nous prendrons appui sur ces synthèses, toutefois, pour soutenir la discussion.

¹ Il faut souligner aussi la production et la dissémination des recherches par le Secrétariat Metropolis et par les Centres d'excellence Metropolis à travers le Canada (en Atlantique, au Québec, en Ontario, dans les Prairies, et en Colombie-Britannique).

La complexité du domaine

Si l'impression de ne pas pouvoir bénéficier d'un état des lieux exhaustif perdure chez plusieurs, ce malaise peut s'expliquer par l'immense complexité du domaine et par le fait qu'on a affaire à des objets d'études assez différents les uns des autres (Belkhodja et Traisnel, 2011a). L'immigration touche à tout. Mais entrevoir celle-ci sous l'angle d'un « problème à régler » nous incite à aborder les succès et les enjeux en dehors du cadre social dans lequel ils évoluent, ce qui, de fait, ne correspond pas exactement aux réalités qui se présentent aux chercheurs, aux praticiens et aux décideurs. D'où l'effet de décalage. Dans cette perspective, effectuer un retour sur ce que la recherche nous dit sur l'immigration francophone demeure essentiel. Beaucoup de travail a déjà été fait. Qu'a-t-on appris au cours de la dernière décennie ? Comment la recherche évolue-t-elle ? Comment cette revue de littérature peut-elle aider à réfléchir aux priorités et orientations d'avenir ?

Pour appuyer notre démarche, nous proposons d'aborder la question de l'évolution de la recherche sur l'immigration francophone à partir de l'idée d'un champ d'études. Nous avançons que le Projet Metropolis a été un des grands facilitateurs ayant permis que se développe ce champ et que ce constat devrait compter parmi les grandes réalisations à retenir de l'expérience Metropolis. La pertinence et surtout l'urgence de cette démarche doivent aussi être comprises en relation avec les développements qui ont mené au *Plan stratégique pour favoriser l'immigration francophone en situation minoritaire* (désormais le *Plan stratégique*) de 2006 ainsi qu'à la mise en œuvre de la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne* de 2008, tous deux arrivant à échéance en 2013.²

Ce document de réflexion est divisé en trois parties. Dans la première, il s'agit de voir comment s'est organisé le secteur de la recherche, en lien, notamment, avec l'organisation des journées de pré-Congrès Metropolis sur l'immigration francophone et avec la production d'ensemble des études. La deuxième partie explore la dimension collective de l'immigration et le partage des connaissances entre les chercheurs de la francophonie canadienne. Enfin, la troisième partie du document analyse comment les thèmes du continuum recrutement-accueil-intégration-rétention ont été abordés et problématisés au fil des études et de l'évolution des terrains. Ce développement repose sur le postulat émis largement par les chercheurs d'une articulation qui soit complémentaire entre la vitalité des milieux et la diversité des parcours.

² Le *Plan stratégique* (Canada, CIC, 2006) découle du *Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire* de 2003. La *Feuille de route* (Canada, Patrimoine canadien, 2008) succède au *Plan d'action 2003-2008 pour les langues officielles*.

1. BÂTIR UN CHAMP D'ÉTUDES

La recherche a occupé une place importante dès le départ dans le développement de la question de l'immigration francophone. Les études initiées par la Fédération des communautés francophones et acadienne à partir des années 1990 (Churchill et Kaprielian-Churchill, 1991; FCFA 2001, 2004; voir aussi Gallant et Belkhodja, 2005) et celles du Bureau de la Commissaire aux langues officielles dix ans plus tard (Adam, 2003; Jedwab, 2002; Quell, 2002, par exemple) illustrent bien à quel point la recherche a rapidement été introduite dans le processus ; et menée par des chercheurs des divers milieux : associatifs, gouvernementaux et universitaires. Qu'en est-il aujourd'hui ? Considérons d'abord l'intérêt en soi que suscite la question de l'immigration francophone. Les documents préparés dans le cadre du Symposium de la recherche sur les langues officielles tenu à Ottawa les 31 août et 1^{er} septembre 2011 sont éloquentes à cet égard. Dans un premier document, on cite quelque 115 sources nouvelles venues alimenter le débat au cours des cinq dernières années (Belkhodja et Traisnel, 2011a) et, dans un deuxième, on en cite plus de 200 (Universalialia, 2011). Il s'agit d'une indication non négligeable de la mobilisation des chercheurs sur le thème de l'immigration en contexte francophone minoritaire.

On peut repérer certains indices qui sont importants dans la construction d'un champ d'études. Le sociologue Jean-Michel Berthelot (1997) renvoie la notion de champ d'études à un processus vivant et autonome de production de connaissance. Cette idée comprend à la fois des préoccupations structurelles, conditions dans lesquelles se développent les savoirs, ainsi que la référence à la production de savoirs en soi. Pour que prenne forme un champ d'études, il faut un minimum de structures ou d'éléments d'organisation. Depuis une vingtaine d'années, et particulièrement au cours de la dernière décennie, on remarque que le nombre d'études dans le domaine de l'immigration francophone connaît une augmentation sans précédent. La mobilisation autour de ce thème a certainement été facilitée par la possibilité de trouver des espaces pour la discussion. La constitution d'un champ d'études exige par ailleurs qu'il y ait production de connaissances. On se trouve donc devant la nécessité d'avoir un certain ancrage empirique, ce qui ne veut pas dire que les informations sur lesquelles repose l'analyse doivent être de nature strictement empirique, mais que la démarche de recherche doit amener de nouvelles connaissances. Le nombre d'études recensées nous indique, à tout le moins, que l'on a une meilleure connaissance de certains contextes et de certains thèmes dorénavant plus ciblés.

Or, quelles peuvent être les retombées d'un recours à cette notion de champ pour « penser » les politiques et pratiques ? Berthelot précise que l'on vise à « connaître pour agir », que ce soit pour comprendre un monde en changement ou pour intervenir plus directement. En ce sens, ce type d'intérêt de connaissance mobilise divers types d'interventions : le développement de politiques et programmes, l'approfondissement d'enjeux sociaux, les pratiques de résistance face aux inégalités sociales, la théorisation nouvelle d'une question ou l'exploration de phénomènes nouveaux; enfin, cela inclut l'ensemble des interventions qu'amène, dans le cas qui nous intéresse, le contexte de la migration et de l'immigration. Ensuite, le secteur de la recherche s'appuie sur « le jeu des références [...] forme de repli sur l'autorité des maîtres [qui] est décisif dans la construction

d'un territoire commun » (Berthelot, 1997 :25). On peut tirer deux conclusions importantes de ce dernier énoncé. Tout d'abord, pour qu'il y ait un champ d'études, il faut documenter ce qui se dit, se pense, s'étudie; il faut pouvoir y laisser des traces. Par la même occasion, le jeu des références comporte des risques : celui de mal nommer, certes, mais aussi celui de cristalliser une réalité toujours plus complexe et fluide que ce qu'en dit la recherche. Le choix des approches, la formulation des mots, les catégories exprimées auxquels les chercheurs de tous les milieux sont confrontés, viennent s'installer et s'institutionnaliser sous forme d'autorité dans ce jeu de références. C'est pour cette raison en particulier, tout en appuyant les deux premiers énoncés (produire des connaissances et produire pour agir), que le regard critique multisectoriel et l'organisation d'espaces intellectuels d'échange récurrents, diversifiés et accessibles sont aussi importants.

Un champ d'études en mouvance

Outre le travail de production de connaissances, que nous discuterons plus en détail dans les prochaines sections, nous aimerions souligner deux mécanismes qui ont grandement appuyé le développement du champ d'études sur l'immigration francophone, soit la tenue des journées pré-Congrès sur l'immigration francophone et le travail de dissémination des recherches du Secrétariat Metropolis.

Qu'est-il ressorti de ces journées ? Rappelons que c'est dans un climat d'échange que s'affine lentement les questions de recherche et enjeux sur les questions d'immigration. On le voit dans la première journée tenue à Toronto en 2007 où les discussions étaient encore assez floues, bien que l'intérêt suscité dans les milieux francophones était nettement palpable. Les journées tenues dans les années suivantes ont fait ressortir des axes communs d'analyse – le recrutement, l'accueil, la rétention, l'identité dans la diversité et l'emploi – et en ont fait l'examen critique (par exemple, le secteur de l'emploi, négligé antérieurement, et l'insistance sur l'identité culturelle).

Compte tenu du modèle d'alternance entre les régions où se sont déroulées les rencontres, ces journées ont permis aussi d'apporter un éclairage plus pointu aux grandes questions posées, à la lumière des enjeux régionaux particuliers et des expertises mobilisées par les organisateurs. Les discussions lors de la journée de Moncton en 2008 ont engagé les participants à une réflexion sur la citoyenneté, en tant que terrain d'aménagement idéal d'une approche identitaire, et sur l'enjeu de la régionalisation et des obstacles à l'intégration des immigrants. La journée de Calgary en 2009 a fait connaître un grand nombre d'études dans le cadre de sessions en parallèle, plusieurs à l'état exploratoire, ce qui constitue une indication de la nouveauté relative du secteur de recherche et du grand intérêt que continue de susciter le thème de l'immigration. Le racisme et les disparités dans les conditions de vie et d'insertion professionnelle ont été des thèmes porteurs. En 2010, à Montréal, la réflexion a porté davantage sur la prise en considération de la diversité à travers les politiques et les programmes, interrogeant le rôle des ministères fédéraux, celui des provinces et des territoires de même que la contribution du milieu communautaire dans le dossier de l'immigration. Les discussions ont permis de rappeler la grande complexité du chantier de l'immigration en matière de politiques

publiques et de mettre au jour les limites de ce que plusieurs ont appelé l'obsession identitaire, abordée trop souvent à partir du souci d'une homogénéité citoyenne.

Enfin, la journée de Vancouver en 2011 a mis en valeur le travail du secteur communautaire dans le développement de meilleures pratiques. Les présentations ont apporté un éclairage sur le contexte particulier de l'Ouest canadien. L'Ontario et la Colombie-Britannique constituent actuellement les lieux principaux de l'immigration francophone à l'extérieur du Québec. En Ontario, l'enjeu consiste à accueillir les nouveaux arrivants au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Dans l'Ouest, il s'agit bien souvent de former une nouvelle communauté francophone : tout est à bâtir, les infrastructures tout comme la communauté. Les discussions de la journée ont fait ressortir un plus grand débat sur les disparités dans le développement et l'accès aux services en français d'une région à l'autre du Canada et sur l'incidence qu'une telle situation présente dans le soutien à l'immigration dans les milieux francophones en situation minoritaire. En particulier, la formation linguistique d'appoint (le programme de cours de langue pour les immigrants au Canada - CLIC), qui est offert en Ontario dans un format en ligne, a suscité énormément d'intérêt chez les participants. Il s'agit d'une pratique émergente qui facilite l'accès à la formation linguistique, notamment dans les petits milieux. Les chercheurs soulignaient par ailleurs l'importance d'aborder la formation linguistique dans une perspective de plurilinguisme qui viendrait soutenir une intégration sociolinguistique en créant des ponts entre l'expérience et l'expertise des personnes immigrantes et les milieux francophones, plutôt qu'en exacerbant les représentations de l'altérité.

Ces journées illustrent bien la continuité dans l'approfondissement des questionnements de recherche sur l'immigration en rapport aux langues officielles. La stratégie d'ensemble a d'ailleurs consisté à encourager les chercheurs à présenter leur travail dans le cadre plus large des conférences nationales et internationales du Projet Metropolis et non en vase clos, « entre nous ». C'est ainsi que la recherche sur l'immigration dans le contexte canadien des langues officielles est devenue un objet visible contribuant à l'ensemble des recherches dans le domaine de l'immigration.

Un champ qui porte fruits

Le deuxième mécanisme qui a appuyé le développement de ce champ d'études a trait à la dissémination des connaissances. En se rapportant aux dernières années, on remarque plusieurs initiatives dans lesquelles des résultats de recherche sont présentés. Ainsi, en 2008, un premier bilan paru dans la revue *Thèmes canadiens*³ faisait état de plus d'une trentaine d'études réalisées au cours des dernières années sur le thème de l'immigration (Belkhodja, 2008). De même, des bilans thématiques ont été préparés sur l'immigration francophone en milieu minoritaire dont notamment une bibliographie annotée traitant du Canada atlantique (Gallant, 2008) et les actes d'un colloque important dans l'Ouest canadien (Mulatris, 2009a). En 2010, de nouvelles publications nous

³ Revue publiée par l'Association d'études canadiennes. Thématique du printemps 2008 : *Immigration et diversité au sein des communautés francophones en situation minoritaire*.

renseignent également sur l'état de la question à partir d'une collection d'études et de pratiques exemplaires (Gallant, 2010a; Canada, CIC, 2009). Des chercheurs de Statistique Canada produisent par ailleurs un portrait démographique de la population immigrante de langue française vivant à l'extérieur du Québec (Houle et Corbeil, 2010).

Tout comme les journées pré-Congrès, la dissémination des connaissances permet de mettre en relation des idées et perspectives qui, autrement, seraient abordées dans un isolement relatif (les chercheurs dans leurs milieux communautaires, gouvernementaux et universitaires) et dans le morcellement des secteurs d'activités (le domaine d'intervention particulier d'une association, les spécialisations des disciplines universitaires, ou les ministères et les paliers de gouvernement spécifiques). Les publications sont accessibles à partir de sites Internet facilement identifiables et régulièrement mis à jour⁴, ce qui constitue aussi une ressource à disposition fort appréciée. On a devant nous un grand nombre de chercheurs des universités, des gouvernements et des ONG intéressés par la question de l'immigration dans les milieux francophones en situation minoritaire et des tentatives réussies de partage des résultats à travers divers espaces de diffusion (revues, livres, cahiers, bulletins et activités de communications).

La fin du cycle Metropolis en mars 2012 fait partie des grands défis qui se présentent en matière de recherche sur l'immigration francophone. Les chercheurs dans le domaine ont fait remarquer que le projet Metropolis a réussi à développer une capacité de recherche et que les journées pré-Congrès en constituent un résultat concret (Belkhdja et Traisnel, 2011a : 13). Le financement d'études et le soutien d'une telle capacité de recherche sont certes des enjeux de taille auxquels on ne peut se soustraire. De même, le fait d'avoir mis à contribution l'expertise développée dans le milieu des ONG, des gouvernements et des universités pour approfondir les connaissances sur l'immigration francophone, de façon aussi soutenue, est en soi remarquable. Que retient-on de cette expérience ? Comment devrait-on aborder la recherche aujourd'hui ? Que dire d'une approche intersectorielle ? Sous quelles formes les échanges pourraient-ils se poursuivre éventuellement ?

2. L'IMMIGRATION EN CONTEXTE MINORITAIRE FRANCOPHONE

Une deuxième façon d'aborder l'évolution de la recherche sur l'immigration francophone en milieu minoritaire consiste à repenser cette question à partir de l'idée de « champs sociaux » dans lesquels prennent forme les pratiques liées à l'immigration francophone. Nous nous inspirons ici de la conceptualisation que propose le sociologue Pierre Bourdieu lorsqu'il explique qu'au sein des sociétés, plusieurs sphères de la vie forment des petits mondes distincts avec leurs lois, leurs règles de fonctionnement et leurs luttes spécifiques (Bourdieu, 1984; Wacquant, 1998; Lahire, 2001). Le champ de la recherche sur l'immigration francophone et le champ social de l'immigration sont des domaines qui s'influencent mutuellement. C'est ce qu'a illustré l'expérience du Projet

⁴ Dont notamment <http://www.canada.metropolis.net/> et <http://www.atlantic.metropolis.net/>

Metropolis. Par ailleurs, le développement de la recherche peut aussi être saisi à partir de préoccupations qui sont directement engendrées par le contexte linguistique minoritaire et par la mobilisation préalable de chercheurs et de praticiens sur des enjeux particuliers à la francophonie. En tenir compte aide à comprendre comment ont évolué les connaissances sur l'immigration francophone et à apprécier les enjeux que mettent au jour les études réalisées. Une telle définition nous amène à réfléchir à l'organisation de ce champ ainsi qu'à l'attention apportée, dans la plupart des enquêtes, à la dimension collective de l'intégration.

Initialement, l'enjeu démographique ainsi que celui du travail d'accueil au sein des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) ont grandement balisé les débats, faisant de l'immigration francophone un projet collectif. Les études et initiatives de la FCFA amorcées dans les années 1990, celles menées par l'équipe de la Commissaire aux Langues Officielles au début des années 2000, tout comme les travaux du Comité directeur CIC-CFSM (Canada, 2003; 2005; 2006) ont cherché, d'emblée, à inscrire le discours entourant la question de l'immigration dans l'optique d'une continuité au plan historique (Adam, 2003; Churchill et Kaprielian-Churchill, 1991; FCFA, 2001; Jedwab, 2002; Quell, 2002). L'argument d'une convergence du cadre législatif dans l'évolution de la *Loi sur les langues officielles* (1969; 1988) et, de là, de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (2002) a largement été évoqué (Farmer, 2008a). Le raisonnement se déploie à deux niveaux : d'une part, saisir l'occasion qu'offrent les changements récents de politiques à partir desquels peuvent désormais s'imaginer de nouveaux espaces et, d'autre part, faciliter les rapprochements en conceptualisant ce changement à partir d'un cheminement historique et en démystifiant les représentations entourant « la personne immigrante » à travers la publication de récits migratoires (Quell, 2002). C'est dans cette perspective que se développent le *Plan stratégique* de 2006 – dont les objectifs sont d'accroître le nombre et la régionalisation des immigrants francophones, d'améliorer la capacité d'accueil des communautés et d'assurer l'intégration économique, sociale et culturelle des immigrants francophones – ainsi que la *Feuille de route* de 2008, qui fait de l'immigration une des priorités ciblées dans le projet de renforcer la dualité linguistique et l'appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire à travers le pays.

Pour comprendre ce qui a guidé les chercheurs vers certains terrains d'études plus que d'autres, il faut tenir compte du *Plan stratégique* et de la *Feuille de route*, mais aussi de l'organisation du domaine d'études dans lequel s'inscrivent les chercheurs de la francophonie canadienne. Il s'agit d'un champ d'études qui s'intéresse aux populations, bien sûr, d'où le grand intérêt associé aux portraits démographiques, aux découpages des segments de population et aux caractéristiques par région. Mais c'est aussi un champ qui procède par secteurs d'intervention : le juridique, le politique, l'éducation et les arts et, depuis une vingtaine d'années, la santé, la nouvelle économie des savoirs et les autres secteurs qui viennent s'y ajouter. Enfin, l'identité demeure l'un des grands thèmes porteurs qui structurent les échanges. Il n'est donc pas surprenant de constater que l'organisation du champ d'études sur la francophonie canadienne a eu une influence sur l'évolution de la recherche sur l'immigration francophone.

La dimension transversale de l'immigration

Le regard que proposent plusieurs chercheurs sur l'expérience de la migration fait ressortir la dimension transversale de l'immigration, de nouvelles articulations entre secteurs d'activités et de nouveaux acteurs (Farmer, Chambon et Labrie, 2003) qui se mettent en place. Belkhodja et Traisnel (2011a) soulignent dans leur recension que les études portant sur l'expérience des nouveaux arrivants et les services dont ils ont besoin au départ font ressortir le rôle prépondérant de rapprochement que jouent les organismes francophones d'accueil entre la personne immigrante et la société canadienne dans la mise en place de structures adaptées (Kasparian, 2008) et le besoin « d'accompagnement francophone » qui se présente. En ce sens, plusieurs chercheurs dressent une liste d'exemples incluant la reconnaissance des diplômes, la formation linguistique, la recherche d'emploi et l'aide sociale. Les chercheurs réitèrent ainsi l'importance accordée à la dimension collective de l'intégration. Leurs propos illustrent à quel point le travail des communautés d'accueil s'étend bien au-delà de ce qui avait été imaginé il y a dix ans.

Au plan de la recherche, ce développement donne lieu à un recadrage de questions formulées au préalable sur l'identité, les inégalités, et les réseaux. Il suscite de nouveaux débats sur les représentations sociales, identitaires, certes, mais aussi citoyennes (Denis, 2008b; Gallant, 2008d). Il soulève de nouvelles interrogations liées au statut de minorité linguistique, ainsi qu'à l'apport des approches intersectorielles dans l'analyse de la domination (Garneau, 2010). L'organisation du champ de la recherche sur la francophonie a beaucoup privilégié l'étude de réseaux plus formels ou institutionnalisés au cours des trente dernières années. Les études sur l'immigration réinscrivent l'aspect plus informel qui constitue un autre point d'entrée à l'étude des milieux de vie. Certaines enquêtes rappellent la place que tiennent les réseaux familiaux et autres dans les parcours migratoires régionaux et transnationaux et dans les migrations secondaires (Vatz Laaroussi, 2008; Mulatris, 2009a). En procédant de la sorte, les chercheurs mettent en valeur la fluidité des mouvements de populations et les liens qui peuvent se tisser à la fois au sein des espaces locaux de la francophonie et à l'extérieur de ceux-ci, notamment dans le cadre de la mondialisation des échanges. L'attention portée à de tels déplacements incite à repenser les frontières territoriales et symboliques qui balisent le champ de la recherche sur la francophonie. Cet exercice critique fait émerger certaines contradictions. Ainsi, comment la mobilité géographique pancanadienne peut-elle être à la fois reconnue lorsqu'il est question des droits scolaires accordés aux minorités de langues officielles et déplorée lorsqu'elle est associée à une migration secondaire ?

Belkhodja et Traisnel (2011a) ont démontré que l'immigration francophone se trouve alimentée par deux types de littérature qui s'influencent l'une et l'autre, soit celle qui aborde la vitalité des communautés de langue officielle et celle qui étudie l'immigration « en tant que nouvelle dynamique sociale, économique et culturelle » (*ibid.*: 2). Dans le premier cas, les travaux consacrés à l'immigration sont abordés sous l'angle de la vitalité des milieux, de l'identité et du cadre juridico-politique entourant la législation sur les langues officielles. Dans la littérature sur l'immigration et les processus migratoires, les

enquêtes s'inscrivent essentiellement dans le modèle Metropolis qui présente un continuum du recrutement, à l'accueil, à l'intégration et à la rétention des nouveaux arrivants pour une éventuelle installation durable. Belkhodja et Traisnel (2011a) font remarquer que ces deux domaines de recherche ont une même portée : ils abordent la francophonie dans une perspective essentiellement canadienne. Dans cette perspective, il importe également de mentionner que le confinement socio spatial des projets de recherche et l'absence de comparaisons internationales demeurent des défis de taille, qui invite à réfléchir aux apports et aux limites du modèle du continuum qui prédomine actuellement.

La notion de champ nous aide à mieux comprendre comment se structure aujourd'hui le domaine d'études sur l'immigration francophone et comment il fait intervenir de nouvelles manières de lire les réalités dans leur complexité. Le champ de la recherche sur l'immigration francophone s'est beaucoup transformé en dix ans. Les chercheurs ont démontré, à partir de nombreux terrains, l'importance que revêt une approche collective pour une intégration réussie. Cette approche vient appuyer la vitalité des milieux et celle des parcours de migrants. La recherche du début des années 2000 a documenté abondamment le travail de sensibilisation réalisé dans les milieux ainsi qu'une réflexion sur ce que pouvait représenter « une communauté accueillante ». Dix ans plus tard, les chantiers sont beaucoup plus nombreux à se préoccuper du thème de l'intégration économique et sociale. Ceci nous amène alors à présenter les faits saillants de la recherche à partir du retour qu'ont effectué les chercheurs sur le modèle d'accueil, d'intégration et de rétention et, par la même occasion, à illustrer comment ces études contribuent aux débats d'ensemble dans le renouvellement des politiques publiques.

3. UN RETOUR CRITIQUE SUR LE CONTINUUM

3.1 Le recrutement et l'accueil

L'enjeu des nombres

Le *Plan stratégique pour favoriser l'immigration francophone en situation minoritaire* proposait d'accroître la proportion d'immigration francophone à 4,4 pour cent à travers « [...] la gestion proactive d'une série d'initiatives de longue durée [...] » (Canada, CIC, 2006 :3). Les analystes s'entendent pour dire que cette cible ne sera vraisemblablement pas atteinte à la fin de la période visée dans le *Plan stratégique* (voir le portrait statistique préparé par Houle et Corbeil, 2010) et rappellent que si le nombre de francophones vivant à l'extérieur du Québec a augmenté, leur poids démographique a diminué entre 2001 et 2006. Tout semble prédire que les données pour la période 2006 -2011 iront dans le même sens. Cette tendance n'est certes pas nouvelle ; renverser cette donne sociopolitique par l'immigration serait en faire porter beaucoup sur les épaules des immigrants.

Très tôt, les chercheurs ont aussi soulevé des préoccupations éthiques à l'idée d'avoir des cibles chiffrées sans considérer l'intégration des migrants ou la capacité d'accueil des milieux (Belkhodja, 2005; Gallant et Belkhodja, 2005). L'enjeu des nombres

(Belkhodja, 2011a) dans le cadre de la vitalité des parcours et des milieux demeure prioritaire et nécessite d'être saisi dans sa complexité. Que nous disent les recherches sur le recrutement d'immigrants et la mise en place de structures d'accueil ? Nous évoquerons quelques-unes des problématiques d'ensemble tirées des enquêtes réalisées à ce sujet et présenterons quelques traits démographiques de la population immigrante francophone. Ceci nous amènera à présenter, par la suite, les résultats de recherches traitant de l'intégration économique et sociale. L'enjeu de la rétention, plutôt que d'être la finalité du projet migratoire, nous semble, en fait, contenu implicitement dans la démarche d'ensemble. Nous traiterons de cet enjeu au fil de la discussion. Regardons pour l'instant comment a évolué la recherche suivant l'impératif de produire des connaissances.

L'immigration : un marché

Le recrutement proactif d'immigrants dans les pays de la francophonie par les acteurs locaux des milieux francophones minoritaires est quelque chose de récent. L'importance accordée au recrutement dans la stratégie d'ensemble sur l'immigration francophone confronte les acteurs locaux à une nouvelle problématique : sur le plan économique, la croissance des communautés dépend, du moins en partie, de leur compétitivité sur le « marché de l'immigration ». Ces communautés sont de plus petite taille, ce qui explique que la régionalisation de l'immigration soit l'une des priorités du *Plan stratégique*. Les francophones installés à Toronto et à Vancouver, des centres importants d'attraction, vivent également dans des milieux minoritaires, ce qui pose aussi des défis majeurs quant à la mise en place de structures d'accueil – que ce soit dans la gamme de services à offrir et l'expertise à développer ou encore dans la grandeur du territoire à desservir. Ainsi, sur ce marché de l'immigration, les milieux francophones de plus petite taille sont confrontés à l'attrait des métropoles, modèle dominant quoique pas toujours performant. Dans les plus grands centres comme dans les petits milieux, il s'agit de mettre en place des structures d'accueil adaptées au contexte et à la migration francophone.

Les acteurs locaux ont eu recours au Programme des candidats des provinces⁵ pour attirer l'immigration, ce dont font état, par exemple, Martin (2010-11) pour le Manitoba, Bertrand (2008) pour la Colombie-Britannique et Paquet (2008) dans le cadre de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE). On peut y voir les effets d'un marché de l'immigration dans lequel le programme a été favorable à la ville de Vancouver et moins favorable aux villes de taille moyenne et aux petites collectivités. Les auteurs font remarquer que la régionalisation de l'immigration se fait beaucoup plus modestement. Paquet (2008) explique que, malgré les efforts de la FANE pour rendre la province plus visible au niveau international et en ligne, pour encourager les employeurs locaux à recruter des immigrants, pour sensibiliser la population locale et pour offrir des trousseaux d'accueil aux nouveaux arrivants, le nombre d'immigrants francophones n'augmente pas, peu d'entre eux s'installent en région (rurale) et le taux de rétention demeure faible. Pour ces communautés francophones en région, l'exode des jeunes et le taux de chômage sont des priorités plus importantes que l'immigration, qui demande plus de travail et de temps.

⁵ Depuis 2005, l'ensemble des territoires et provinces canadiennes, sauf le Québec, bénéficient de ce programme d'immigration ciblé sur les besoins spécifiques de chaque région.

Les enquêtes de Fontaine (2008) corroborent l'idée que peu de gens s'établissent en milieu rural en Nouvelle-Écosse.

L'accueil en région

Vatz Laaroussi (2008) fait remarquer que les communautés en région, qui ont le plus besoin de renforcer leur poids démographique, sont aussi celles pour qui l'attraction et la rétention sont les plus difficiles en raison de la dévitalisation (i.e. chômage, manque de services, fermeture d'écoles). L'auteure fait intervenir une série de facteurs qui influencent le succès de l'immigration dans ces contextes particuliers. Les recherches menées sur les villes de taille moyenne et petites collectivités (Vatz Laaroussi *et al.*, 2007) au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Saskatchewan mettent en valeur la concertation locale et régionale, les partenariats ainsi que le rôle des entreprises et des municipalités qui viennent soutenir une installation durable. Il est important que les services nécessaires à l'établissement et à l'intégration soient accessibles localement et que les immigrants puissent y recourir (Vatz Laaroussi, 2008 : 36). Andrew (2008 ; 2010) met aussi de l'avant le rôle des municipalités de même que le travail de certains groupes sociaux, celui des femmes en particulier, dans l'appui à l'immigration.

Une alternative à l'impératif de compétitivité du marché de l'immigration est proposée par Vatz Laaroussi *et al.* (2007) qui trouvent que ce modèle nuit au développement des régions et aux chances d'installation des nouveaux arrivants : « [...] il paraît important d'éviter la compétition dans les stratégies de recrutement des immigrants dans les communautés. Il est plus pertinent d'envisager des orientations de coopération, non pas pour la séduction de nouvelles populations, mais plutôt pour leur intégration durable » (Vatz Laaroussi, 2008 : 36). Par la suite, Vatz Laaroussi, Gallant et Bernier (2011) ont élaboré un modèle théorique qui soutient l'attraction et la rétention de l'immigration dans les collectivités locales. Ce modèle repose sur la reconnaissance de la notion générique de capital (Bourdieu, 1980), mise à l'épreuve dans le secteur de l'immigration. Le capital d'attraction et de rétention irait bien au-delà d'une définition étroite du capital économique pour faire des infrastructures, du capital politique lié à la présence de mécanismes de prise de décision, du capital linguistique et culturel, et du capital social, des éléments qui se combinent pour créer de la richesse et soutenir l'insertion en emploi et la rétention dans un milieu.⁶

Les études de cas de Roy (2008a, b, c) sur l'immigration rurale en milieu francophone minoritaire soulignent différentes stratégies de recrutement d'immigrants économiques. À Gravelbourg en Saskatchewan, une entreprise a cherché à faire venir des travailleurs des provinces maritimes, vu le fort taux de chômage de l'endroit, mais les

⁶ Du point de vue du champ de recherche, la création en 2004 de l'Observatoire pancanadien de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants, situé à l'Université de Sherbrooke, qui a donné suite au Réseau international de recherche sur l'immigration en dehors des grands centres, en 2007, vient alimenter le partage de connaissances et les comparaisons internationales (Belkhodja et Vatz Laaroussi, à paraître) sur les phénomènes de régionalisation de l'immigration et de décentralisation vers les espaces locaux. (Historique du Réseau - <http://pages.usherb.ca/reseauimmigration/site/?q=fr/node/177> - page consultée en février 2012).

problèmes de rétention de ces nouveaux (im)migrants ont incité l'entreprise à miser sur le recrutement international. Avec l'aide d'une agence facilitant les démarches administratives, l'entreprise a fait venir des travailleurs d'Asie (non francophones). La logique du manque de main-d'œuvre l'emportait sur le manque de francophones (Roy, 2008c). Dans le cas de Brooks en Alberta, de nouveaux immigrants francophones d'origine congolaise sont recrutés par des compatriotes qui travaillent dans une usine. La compagnie offre une prime aux employés qui amènent de nouveaux travailleurs (Roy, 2008a). Le recrutement à travers les réseaux ethniques est aussi employé par l'Université de Moncton, qui embauche certains anciens étudiants internationaux comme « Ambassadeurs » de l'Université dans leurs pays d'origine (Wade et Belkhodja, 2010).

L'accueil en contexte linguistique minoritaire

La capacité de recrutement et l'expérience de l'accueil sont aussi influencées par le contexte linguistique minoritaire. Si la mise en place de structures d'accueil dans les petits milieux pose un défi, cela est encore plus saillant dans les petites collectivités francophones. Gallant (2008b, 2010b, 2010-11) a mené plusieurs enquêtes abordant les enjeux de l'immigration rurale. Elle a conclu que l'intégration à la communauté francophone dans les petits milieux au Canada atlantique et dans l'Ouest canadien était plus difficile à réaliser que l'intégration au milieu anglophone. En général, l'accueil de la communauté francophone est « chaleureux », au sens d'une manifestation d'ouverture à la venue des nouveaux arrivants, mais il manque de services d'établissement en français. Par ailleurs, il n'y a pas suffisamment d'information sur le système scolaire et sur les autres institutions francophones, ce qui limite les occasions de créer des liens sociaux en français. Dans ces circonstances, les nouveaux arrivants tendent plutôt, et par la force des choses, à avoir recours aux services et aux réseaux de langue anglaise. Ces données mettent en exergue l'importance de l'accessibilité des services d'établissement en français, et le décalage entre le modèle théorique (fondé sur l'idée d'un continuum) et la livraison des services sur le terrain.

Les enquêtes menées par Kasparian (2008), Magassa (2008), Paquet (2008) et par Belkhodja et Beaudry (2008), Violette et Boudreau (2008), Mulatris (2009b), Gilbert et Veronis (2010) sur les structures d'accueil mettent de l'avant la dimension collective des processus en jeu. Ces études mettent en valeur l'importance des rapprochements au sein des populations locales et des programmes de jumelage, la présence de personnel qualifié, l'offre de services adaptés, la priorité de l'appui à l'emploi, l'apprentissage de l'anglais, et, enfin, l'importance des collaborations locales – entre organismes et avec les municipalités.

L'évolution des services

Plusieurs études dénoncent la manière dont l'idéologie du bilinguisme canadien est « vendue » ou présentée en dehors du pays : la réalité qui attend les nouveaux arrivants en situation minoritaire est loin de l'image d'un bilinguisme d'un océan à l'autre (Violette, 2008 ; Farmer, 2008a ; Piquemal et Bolivar, 2009 ; Carlson Berg, 2010). La notion d'accompagnement, dont il a déjà été question, devient alors d'autant plus importante dans

un contexte où le français se vit en pointillé. On retrouve un consensus chez les chercheurs à l'idée d'aborder l'immigration en lien avec tous les secteurs de l'activité sociale et non uniquement dans l'optique des services d'accueil.

Un aspect de la recherche encore négligé consiste à examiner l'évolution d'ensemble des services en français et à revoir, éventuellement, l'orientation donnée à ces services en fonction de nouvelles réalités. L'étude menée par Ngwakongnwi (2010) dans le domaine de la santé est fort éclairante à ce sujet. L'enquête menée à Calgary auprès des immigrants francophones fait ressortir l'idée que l'interprétation donnée aux services de santé est différente comparativement à l'interprétation qu'en fait la population francophone d'accueil. Ngwakongnwi explique que les personnes ayant participé à son enquête étaient fortement préoccupées par la question de l'accès à l'emploi et de l'intégration à la société canadienne. L'accès limité aux services en français, d'une part, et la difficulté de s'exprimer en anglais, d'autre part, avaient eu un impact sur leur état de santé (inconfort, angoisse, dépression) et avaient engendré chez eux une perception négative du système de santé. Les non-immigrants francophones ont tendance à exprimer leurs besoins liés au système de santé sous un autre registre, soit celui de la revendication de services en français. S'il y a convergence en matière d'accès aux services de santé en français, on se retrouve, d'un côté, devant des impératifs d'inclusion économique et sociale et, de l'autre, devant une logique de droits. Cette question d'accès, mais aussi d'évolution des services en français vers de nouveaux enjeux et points de convergence, mérite une plus grande attention.

Les recherches font ressortir une première série d'enjeux liés au recrutement et à l'accueil qui nous renseignent sur de nouvelles conditions sociales influençant les débats et prises de position sur la vitalité des milieux francophones. Nous avons évoqué l'enjeu de la compétitivité sur le marché de l'immigration, la prise en considération d'approches adaptées aux villes de taille moyenne et aux petites collectivités, ce qui incite à réfléchir aux effets non anticipés/non désirés de la mise en marché de l'immigration. Nous avons évoqué par ailleurs le rôle des municipalités, des organismes locaux, des employeurs, et plus largement la décentralisation de l'immigration vers une échelle locale et régionale. Enfin, il a été question des représentations vis-à-vis du bilinguisme canadien ainsi que des enjeux liés à l'amélioration des services dans le cadre de la *Loi canadienne sur les langues officielles* (1988) et de diverses législations à l'échelle provinciale et territoriale en matière de services en français, ou de bilinguisme officiel dans le cas du Nouveau-Brunswick. Il ressort de ces études que si le recrutement est nécessaire à la vitalité des milieux francophone, il ne suffit néanmoins pas en soi. S'il est difficile d'attirer l'immigration vers les milieux francophones, il est également difficile d'offrir les conditions d'appui nécessaires à l'intégration. Afin d'illustrer ce constat d'une autre façon, nous présenterons ce que les données statistiques révèlent sur la population immigrante francophone.

Ce que les chiffres nous disent

Tracer un portrait de la population francophone et immigrante comporte son lot de défis. Qu'est-ce que l'on entend par ces deux catégories ? Parmi les « immigrants », on peut compter les immigrants économiques, les étudiants internationaux, les réfugiés et les

regroupements de familles. Une fois au Canada, la mobilité des (im)migrants complique davantage la catégorisation traditionnelle. Quant à la catégorie de « francophone », les indicateurs statistiques ont tendance à privilégier la famille comme foyer de socialisation et de transmission linguistique (langue maternelle, langue d'usage), bien que l'on observe une certaine ouverture à d'autres marqueurs incluant l'identification de la langue d'usage en milieu de travail. En ce qui a trait aux francophones issus de l'immigration, on retrouve une population largement plurilingue et dont la langue maternelle ou d'usage à la maison n'est pas nécessairement le français. Ceci a généré nombre de débats en rapport aux données de recensement disponibles (Hébert et Wanner, 2010). La question consiste alors à développer d'autres indicateurs statistiques aptes à identifier cette population. Houle et Corbeil (2010) nous proposent un portrait statistique de la population immigrante de langue française vivant à l'extérieur du Québec à partir de l'utilisation de la catégorie de « première langue officielle parlée » (PLOP), incluant le français ou la combinaison du français et de l'anglais. Que nous apprend ce portrait? L'immigration francophone représente moins de 2 % de l'immigration canadienne à l'extérieur du Québec, ce qui en fait un phénomène plutôt marginal. Toutefois, le poids relatif de l'immigration au sein de l'ensemble de la population francophone s'est accru, passant de 6,2% à 10% entre 1991 et 2006.

Qui sont-ils? Au Recensement de 2006, on comptait 60 900 immigrants de première langue officielle parlée (PLOP) français, et 76 100 immigrants de PLOP français-anglais. L'immigration vers le Canada provient aujourd'hui des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine principalement. Comparativement à la tendance canadienne, l'immigration en contexte francophone minoritaire provient davantage d'Afrique. En 2006, la population immigrée de PLOP français comptait 26% de Noirs. En Ontario et en Alberta, les membres des minorités visibles forment 50% des immigrants de PLOP français, 25% en région atlantique, et 40% dans les Prairies et en Colombie-Britannique (*ibid.*: 39-40). De plus, la population immigrante francophone est relativement jeune (caractérisée par une proportion importante des 0 à 19 ans) en comparaison aux immigrants non francophones. Ce constat est fort intéressant, car jusqu'à présent, relativement peu d'études ont indiqué la nécessité de mener des enquêtes spécifiques sur la deuxième génération d'immigrants francophones (Thomassin, 2008; Mulatris, 2010 et Gallant, 2010d). D'autre part, mentionnons que les niveaux d'éducation des immigrants des catégories PLOP français et PLOP français-anglais sont comparables, mais qu'ils sont plus élevés que ceux des natifs ou des immigrants non francophones.⁷

Où vont-ils? La très grande majorité des immigrants francophones vivant à l'extérieur du Québec s'établissent en Ontario. Deux tiers des immigrants de langue française vivent dans les villes de Toronto, Ottawa et Vancouver. On trouve plus d'immigrants de

⁷ Houle et Corbeil (2010 :74, 78) soulignent qu'en termes de poids relatif, 70% de la population native francophone de 15 ans ou plus en 2006 possède un diplôme ou un certificat, tandis que ce pourcentage est de plus de 88% chez les immigrants de PLOP français et environ 81% chez les immigrants non francophones. Parmi les immigrants qui ont obtenu leur diplôme ou certificat au Canada, on trouve une plus grande proportion d'immigrants de PLOP français (53%) que d'immigrants de PLOP français-anglais (39%), et que d'immigrants de PLOP autre (46%).

PLOP français-anglais à Toronto, à Calgary et à Vancouver, et plus immigrants de PLOP français à Ottawa, à Moncton et à Sudbury. En ce qui a trait à la migration interprovinciale, environ deux-tiers des migrants de langue française (natifs et immigrants) se dirigent vers le Québec. Entre les années 2001-2006, l'Ontario et l'Alberta ont attiré respectivement 9% et 10% des migrants interprovinciaux de langue française (Houle et Corbeil, 2010: 51). La région de Montréal constitue le point de départ principal de la migration secondaire. Par exemple, 77% des migrants interprovinciaux francophones à Toronto proviennent de Montréal, 54% pour Ottawa, 55% pour Winnipeg et 59% pour Vancouver. Mais la région métropolitaine de recensement de Toronto contribue également à la migration interprovinciale des immigrants francophones : 23% pour Moncton, 19% pour Calgary et 15% pour Vancouver (*ibid.*: 56). On voit ainsi qu'à la dimension transversale de l'immigration s'ajoute la réalité des migrations secondaires.

Que connaît-on de la situation d'emploi des nouveaux arrivants ? L'analyse statistique que présentent Houle et Corbeil fait ressortir des tendances inquiétantes en ce qui a trait à l'accès au marché de l'emploi, particulièrement pour les nouveaux arrivants qui ont le français comme PLOP. Bien que ces derniers aient généralement un niveau d'éducation supérieur, ils accusent des taux de chômage plus élevés que les autres immigrants : les femmes immigrantes de PLOP français ont un taux de chômage légèrement supérieur à 9%, le taux masculin est inférieur à 7%, alors que chez les jeunes de 15 à 19 ans le taux grimpe à 18,3% (*ibid.*: 94). Dans cette optique, il apparaît évident que la maîtrise de la langue a une incidence sur l'accès à l'emploi. L'enquête révèle que 63% des immigrants de PLOP français déclarent utiliser l'anglais le plus souvent au travail. Ceux qui ne parlent pas l'anglais ont un taux de chômage de 3 % supérieur à celui des immigrants bilingues (français-anglais). Houle et Corbeil (2010) affirment qu'il « [...] ne serait donc pas faux de dire que l'inclusion des immigrants ayant une double première langue officielle parlée [...] pose des défis fort différents de ceux liés à l'insertion des immigrants qui ont le français comme seule première langue officielle parlée » (*ibid.*: 103). Les migrants originaires d'Afrique et d'Asie sont aussi plus touchés par le chômage que les migrants d'origine européenne. Ces constats viennent appuyer les résultats d'une enquête menée en Alberta par Madibbo (2010a) sur la minorisation par la langue et par la race. Ils viennent aussi réitérer l'importance des stratégies d'accueil identifiées dans diverses enquêtes déjà citées, de même que l'importance de la formation linguistique d'appoint et des programmes de jumelage dans le processus d'insertion en emploi.

Le secteur de l'emploi étant un domaine complexe et fluide, il serait important d'approfondir cette question à partir d'études ciblées, statistiques et autres. Des études longitudinales permettraient par ailleurs d'évaluer la situation en fonction de la période d'installation, des secteurs d'activité, des programmes d'embauche et des parcours professionnels spécifiques. Que connaît-on de la situation d'emploi de la population immigrante francophone ? Le facteur temps influence-t-il positivement l'accès au marché du travail et aux professions pour lesquelles cette population, plus scolarisée, est déjà formée ? Nous reprenons cette interrogation dans la prochaine section en présentant les résultats d'études menées sur le thème de l'intégration économique et sociale.

3.2 Intégration économique : barèmes et barrières

Les troisième et quatrième objectifs du *Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire* de 2003 (relancé en 2006 avec le *Plan stratégique*) visent à assurer l'intégration économique ainsi que l'intégration sociale et culturelle des immigrants francophones. Les milieux francophones servent alors de pôles intégrateurs à l'intérieur de processus complexes d'insertion sociale qui vont au-delà de l'espace francophone, mais sur lesquels on peut avoir une influence. En ce qui concerne l'insertion économique, le *Plan stratégique* cible les secteurs de la santé et de l'éducation en tant que priorités, compte tenu de la pénurie de professionnels desservant les populations francophones dans ces secteurs. Le soutien à l'apprentissage de l'anglais par l'intermédiaire des structures d'accueil francophones est également au nombre des stratégies prioritaires, propos qui a été abordé dans la section précédente, ainsi que l'appui aux institutions postsecondaires dans le recrutement, l'intégration et la rétention d'étudiants étrangers. En ce qui a trait aux recherches axées sur l'intégration économique, un certain nombre d'études proposent un retour sur l'expérience des migrants et documentent la question des barrières à l'emploi (Bertrand, 2008 ; Carlson Berg, 2008 ; Dalley, 2008 ; Roy, 2008a, b, c ; Lafontant, 2009a, b, c ; Piquemal et Bolivar, 2009 ; Madibbo, 2006, 2008, 2010 ; Martin et Lafontant, 2007 ; Mulatris, 2010). D'autres études mettent en relief les enjeux liés à l'intégration des professionnels de la santé et des étudiants étrangers dans les établissements postsecondaires et les petites localités (Belkhodja, Forgues *et coll.* 2009 ; Belkhodja et Wade, 2010 ; Wade et Belkhodja, 2010, 2011).

Remontant aux premières initiatives de recrutement et d'accueil au Manitoba, Martin (2011) souligne les difficultés rencontrées par les nouveaux arrivants recrutés au Maroc ainsi que par les migrants interprovinciaux, constatant que plusieurs d'entre eux ont éventuellement quitté la région. L'auteur souligne l'importance des réseaux sociaux pour l'employabilité (le capital social) et le repli du milieu francophone sur lui-même, ce qui entraîne un problème d'accès à l'emploi. Cette difficulté est exacerbée par la compétition qui existe sur le marché des emplois en français dans ce contexte linguistique minoritaire. La demande de compétences bilingues (anglais-français) devient alors un critère formalisé d'exclusion de l'emploi pour les locuteurs de français exclusivement.

La non-reconnaissance des diplômes et des compétences acquises à l'étranger constitue une autre barrière à laquelle les immigrants francophones sont confrontés. Dans une enquête menée à Edmonton et à Calgary, Mulatris (2010) examine les retombées à long terme de la non-reconnaissance des compétences des personnes immigrantes. Malgré la diversité des parcours migratoires analysés, plusieurs similitudes peuvent être dégagées : difficulté d'accès au marché de l'emploi ; non-reconnaissance des titres de compétences ; recours forcé à des stratégies de survie et improvisation professionnelle (qui de fait, rapporte peu sur le plan financier) ; retour aux études ; déclassement social et finalement ; difficile planification d'un avenir prévisible. L'auteur précise : « Les difficultés d'insertion professionnelle génèrent des ambiguïtés sur le plan de l'organisation de leur (les personnes immigrantes) vie. Leur nouveau contexte de vie, organisé autour de l'argent, exige d'eux une planification alors que les barrières à l'emploi les ramènent à un mode de

vie qui ne permet pas de s'organiser en prévision de l'avenir.» (Mulatris, 2010 : 83). L'analyse prend appui sur la notion d'ethos chez Bourdieu pour illustrer le paradigme de l'exclusion sociale dans lequel se retrouvent les nouveaux arrivants, privés des moyens leur permettant de déployer une « logique de la prévision » attendue du fonctionnement des sociétés occidentales.

Hébert et Wanner (2010) précisent dans le cas de Calgary que, devant la difficulté d'accéder à un emploi, le retour aux études, souvent pour apprendre l'anglais, constitue la principale stratégie d'insertion professionnelle. Dalley (2008) réitère, tout comme Hébert et plusieurs autres chercheurs, les difficultés associées au peu de connaissance de la langue anglaise et les difficultés d'accès aux programmes de formation linguistique. Dans une enquête menée à Edmonton, elle démontre qu'en réponse à la non-reconnaissance des compétences, une des stratégies privilégiées consiste à suivre un programme universitaire pour devenir professeur de français. Valorisée dans les pays d'Afrique et dans les milieux francophones au Canada, cette formation permet de mettre à profit les ressources linguistiques des migrants. Toutefois, Dalley (2008) fait remarquer que cette formation ne conduit pas nécessairement à l'embauche, dénonçant l'attitude de certaines directions d'école qui invoquent l'accent du candidat ou son style de discipline en classe (évalué lors de suppléances) pour refuser l'embauche, et ce, en dépit d'une formation dans un établissement canadien et d'une expérience locale. Laghzaoui (2011) explore le thème des barrières à l'emploi dans la profession enseignante au sein du conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique et les représentations sociales qui s'ensuivent pour les enseignants issus de l'immigration.

De plus en plus d'études font état de barrières à l'emploi liées aux effets de minorisation et de racisme (Piquemal et Bolivar, 2009 ; Madibbo, 2006, 2008, 2010 ; Carlson Berg, 2010 ; Lafontant, 2009), une dimension qu'il s'agirait d'explorer davantage puisque l'augmentation de la population dans les prochaines années dépendra d'une immigration plus diversifiée aux plans ethnique et racial. Une autre barrière à l'intégration encore peu étudiée dans la francophonie minoritaire est le logement, et Lemoine (2010) explore les pratiques de discrimination dans l'accès au logement des immigrants d'origine française et congolaise à Toronto. Enfin, Garneau (2010) propose de repenser le pluralisme au sein des milieux francophones minoritaires à partir d'une critique transversale des rapports de domination, au moyen d'une recension des écrits universitaires et des politiques relatives au multiculturalisme. L'auteure revient sur l'idée centrale des courants de pensée antiracistes de bâtir des alliances entre différentes minorités.

Afin de contextualiser et de déconstruire les rapports sociaux de domination, la plupart des enquêtes recensées optent pour une approche qualitative, laquelle offre l'avantage d'aborder la question en tenant compte de la complexité des liens qui influencent positivement ou négativement les chances d'insertion sociale. Ceci vient appuyer l'approche privilégiée par Garneau ; ce type d'enquête est à poursuivre. Toutefois, à l'exception de Houle et Corbeil (2010), il existe peu d'études qui abordent la question à plus grande échelle. Il s'agit d'une autre avenue à explorer dans le secteur de la recherche.

L'intégration des diplômés internationaux en santé (DIS) en milieu minoritaire

En lien avec le *Plan stratégique*, l'intégration des diplômés professionnels en santé ainsi que l'intégration des étudiants internationaux sont des questions qui ont retenu l'attention des chercheurs. Regardons d'abord l'étude réalisée par Belkhodja, Forgues *et coll.* (2009) sur les diplômés internationaux en santé (DIS) francophones. Celle-ci vise à mieux comprendre la situation afin de cerner les difficultés rencontrées et de faciliter la reconnaissance et l'intégration de ces professionnels ainsi que d'appuyer les communautés dans leur capacité à les accueillir, intégrer et retenir. L'étude présente une mise en contexte des tendances actuelles où l'immigration est en soi plus mobile, plus économique (ce qui fait intervenir l'enjeu de la (dé)qualification vs. l'employabilité), plus diversifiée, et enfin, plus concertée (puisque la gestion du dossier engage plusieurs acteurs). À partir d'entrevues auprès de DIS francophones, de représentants d'organismes d'accueil et de formateurs, on apprend que près des deux tiers des DIS francophones ont émigré au Québec, le quart en Ontario et une plus petite proportion vers la Colombie-Britannique et les autres provinces.

En ce qui a trait aux services offerts aux DIS francophones, le rapport fait état des disparités « usuelles » au plan des services en français, lesquels sont plus développés en Ontario et au Nouveau-Brunswick et plutôt rares dans l'Ouest. Le rapport souligne plusieurs bonnes initiatives incluant les services en français destinés aux infirmières francophones en Nouvelle-Écosse, services qui n'existent pas dans les autres provinces maritimes. Les participants à cette étude proviennent surtout du continent africain, avec une forte représentation du Congo. On note que près de la moitié sont à la recherche de travail, ce qui vient corroborer les conclusions de Mulatris (2010). Les entrevues font ressortir le manque d'information pré départ sur le processus menant à la reconnaissance des diplômes et sur les mécanismes d'insertion professionnelle et sociale. Une très bonne connaissance de l'anglais s'avère essentielle dans le processus de reconnaissance des diplômes et d'insertion professionnelle ; la majorité des répondants a indiqué ne pas avoir cette maîtrise de l'anglais.

Compte tenu du peu d'études réalisées à ce jour sur l'insertion au marché du travail, l'enquête de Belkhodja, Forgues *et coll.* (2009) vient combler une lacune importante en proposant une réflexion complexe sur les différentes trajectoires des DIS francophones au Canada. Parmi les résultats de l'enquête, soulignons d'abord l'enjeu que présente le modèle privilégié d'insertion professionnelle. Les auteurs expliquent que le modèle canadien a évolué vers un esprit plus individualiste alors que les DIS francophones ont l'habitude de travailler en équipe et de façon collaborative : « Faire ses preuves dans un milieu de travail se mesure par la capacité à se débrouiller seul dans le système » (Belkhodja, Forgues *et coll.* 2009 : 49). Les tensions qui surgissent au sein des discours sur l'identité et la diversité francophones (la dualité historique au Canada et la pluralité introduite par l'immigration qui vient appuyer l'épanouissement des collectivités) ont également un effet sur l'intégration en milieu de travail : « On a besoin de vous, mais ne prenez pas trop de place ! » (*ibid.*: 50). On pourrait ajouter : « Ne prenez pas trop de ressources... »

L'étude soulève aussi la question de la responsabilité de l'intégration dans un contexte qui interpelle une multiplicité d'acteurs. Pour répondre à cette question de gestion, on rappelle le principe de la double responsabilité, souligné par Biles, Burstein et Frideres (2008), selon lequel l'immigrant et la communauté d'accueil ont chacun une part de responsabilité à l'égard de l'intégration. Mais les attentes de chacun ne sont pas toujours les mêmes, quant à l'enjeu linguistique, par exemple. Belkhodja, Forgues *et coll.* (2009) soulignent l'importance de ne pas évacuer ce débat pour les DIS francophones et pour la vitalité des milieux d'accueil.

À la lumière de l'analyse qui ressort des trajectoires des participants et des entrevues effectuées auprès des organismes, Belkhodja, Forgues *et coll.* (2009) proposent les pistes de solutions suivantes dans l'optique de favoriser la capacité d'accueil des milieux et d'intégration des DIS: franciser le processus de reconnaissance des diplômes (manuels, examens, services); développer des activités de formation (à la culture de travail, à la technologie, aux examens, au vocabulaire technique en anglais) et des programmes de stages, de travail-études, etc.; miser sur le mentorat et le réseautage; avoir un accompagnateur pour soutenir les DIS dans les diverses étapes de la reconnaissance des diplômes et de l'insertion professionnelle et, enfin, mettre à profit les services communautaires (*ibid.*: 51-53).

Les universités en milieu minoritaire : moteurs économiques, multiculturels et intégratifs ?

Dans les villes de taille moyenne, l'université peut jouer un rôle important dans le développement économique et social du milieu, ainsi que dans l'établissement de liens avec les intervenants en matière d'immigration. Dans les contextes linguistiques minoritaires, les institutions postsecondaires constituent aussi un pôle intégrateur du milieu de vie francophone. L'accroissement du nombre d'étudiants internationaux fait partie des stratégies de développement visées par le *Plan stratégique*. En plus d'attirer une population plutôt jeune, ce qui constitue un atout pour la vitalité des milieux, cette stratégie favorise l'obtention de diplômes d'enseignement postsecondaire canadiens, ce qui contribue à abaisser les barrières à l'embauche (reconnaissance des diplômes et certificats internationaux) et facilite l'insertion sociale. Cette logique est par ailleurs soutenue par le changement dans les politiques d'immigration visant, en particulier, le recrutement d'étudiants pour une installation durable (Belkhodja, 2011a). Belkhodja (2011a) et Belkhodja et Wade (2010) ont analysé les initiatives à l'endroit d'étudiants internationaux dans le cas de Moncton en particulier et poursuivent, plus largement, des recherches sur les processus d'internationalisation dans le cas de quatre universités situées dans des villes de taille moyenne soit l'Université de Moncton, l'Université du Québec à Rimouski, l'Université Laurentienne à Sudbury et le Collège universitaire de Saint-Boniface à Winnipeg. On explique que le campus universitaire devient alors un laboratoire de la diversité dans les plus petits milieux marqués par une certaine homogénéité culturelle (voir aussi Roy (2008b) pour le cas de Clare en Nouvelle-Écosse et un campus de l'Université Sainte-Anne). Le cas de Moncton met en lumière l'institutionnalisation de certaines stratégies de recrutement et les pressions qui naissent de la mise en œuvre de stratégies de recrutement

axées sur des catégories spécifiques de la population. Les chercheurs mettent en lumière le processus de diversification du campus, une tendance d'ailleurs plus forte que la diversification observée au sein du milieu local. Le recrutement a certainement eu des effets positifs qui se traduisent par une augmentation marquée du nombre d'étudiants internationaux à l'Université de Moncton. À l'instar de la discussion présentée dans la section précédente, on constate que le recrutement comme stratégie doit être appuyé par un soutien à l'intégration économique et sociale des étudiants internationaux. Un des défis rencontrés en matière de rétention s'explique par les différences entre le pays d'origine des étudiants internationaux et le pays d'origine des nouveaux arrivants dans la ville (les étudiants en provenance d'Haïti, du Maroc, de la Tunisie, de la Guinée, du Mali et de la France vs l'immigration en provenance de la Corée du Sud, de la Chine, des États-Unis, du Royaume-Uni, du Sénégal et du Congo). De plus, les structures d'accueil et d'établissement n'incluent pas la dimension de l'aide aux étudiants ou aux diplômés internationaux. Ceux-ci sont éloignés de leur famille et se trouvent confrontés au manque de ressource, que ce soit au plan des services, de l'emploi ou encore des possibilités de rapprochement et d'insertion sociale (liens avec la population locale et avec des réseaux regroupant des migrants du même pays d'origine).

En ce qui a trait à l'intégration économique, Belkhodja (2011a : 99-102) fait ressortir parmi les enjeux associés à l'expérience étudiante deux éléments saillants que nous souhaitons reprendre, soit 1) la nécessité d'avoir à jongler entre les études et le travail à temps partiel hors campus (souvent peu rémunéré avec l'incidence que l'on connaît sur l'accroissement du temps consacré au travail), ce qui, en soi, affecte les chances de bénéficier ou non de l'expérience de vie et d'insertion sociale qu'offre l'environnement du campus et 2) l'accès à l'emploi des diplômés. Même à Moncton, dans une ville où on promeut le bilinguisme, le capital linguistique dont dispose les étudiants internationaux ne se traduit pas, une fois le diplôme canadien en main, par un emploi pour lequel ils ont été formés : « [...] plusieurs se trouvent obligés de choisir des solutions à court terme comme le travail dans les centres d'appel » (*ibid.*: 102). Il y a un parallèle avec les études menées en Alberta par Dalley (2008) sur les diplômés en enseignement du français.

Les enquêtes menées sur les diplômés internationaux en santé (DIS) francophones ainsi que sur les étudiants internationaux font ressortir l'ouverture à de nouveaux lieux de la diversité, la présence de migrants hautement scolarisés et le rôle que sont appelés à jouer les milieux francophones – institutionnels et professionnels – dans le soutien à l'intégration. Tout comme les enquêtes citées au sujet des barrières à l'emploi, ces dernières études de cas présentent un portrait dans lequel certains enjeux liés à l'intégration économique sont mieux ciblés. Revenant à l'analyse de Berthelot sur le développement d'un champ de recherche, nous disposons à présent de connaissances plus approfondies sur la complexité des processus entourant l'intégration économique et le rôle que peuvent y jouer les milieux francophones. À travers la convergence des thèmes qui ressortent et des recommandations formulées, on rencontre deux conditions essentielles à la construction de ce champ de recherche, soit produire des connaissances et produire pour agir.

3.3. Insertion sociale

De minorité à citoyenneté : quelle place pour l'immigrant(e) ?

S'il est vrai que la question identitaire a été au départ l'aspect le plus dominant de la recherche sur la diversité de l'immigration francophone en milieu minoritaire, la question de la citoyenneté est devenue un terrain de réflexion très prolifique du côté des communautés francophones comme chez les chercheurs. Les recherches plus récentes de Gallant (2008b, 2010-11), Denis (2008, 2010-11), Hébert (2010), Hébert et Wanner (2010), Traisnel (2008, 2010-11), Traisnel et Violette (2010), Mulatris (2009c), Madibbo (2010), et de Garneau (2010) posent un regard critique sur les processus de minorisation et l'ouverture au pluralisme et tentent de repositionner une identité minoritaire et exclusive vers une identité civique et de citoyenneté. Ces recherches sur l'intégration sociale et symbolique des immigrants soulignent au moins trois types de citoyenneté interreliés: linguistique, multiculturelle et civique. Pour Hébert et Wanner (2010) qui se penchent notamment sur l'intégration des immigrants francophones à Calgary, ce repositionnement et cette ouverture vers l'Autre passent par la valorisation de l'action citoyenne et de la langue française pour « prendre sa place légitime au sein de la citoyenneté canadienne » (*ibid.*: 33).

Sur la scène communautaire (au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan et en Alberta), on assiste à des débats sur le nom et la mission des organismes porte-paroles provinciaux des francophones, qui tentent d'inclure les immigrants francophones. Parmi les premières recherches sur ces débats d'inclusion identitaire, Gallant (Gallant et Belkhodja, 2005 ; Gallant, 2008b) a analysé le discours officiel des élites associatives et les attitudes des jeunes face à l'inclusion des immigrants dans l'identité culturelle locale (acadienne et fransaskoise, p. ex.). L'auteure constate que l'ouverture à l'immigration ne garantit pas l'inclusion identitaire.

Dans le cas des petites communautés fransaskoises, Denis (2008, 2010-11) suggère que l'ouverture vers différentes définitions de « francophone » permet l'inclusion des immigrants et des anglophones bilingues comme une stratégie de survie. L'équilibre entre l'unité et la diversité est difficile, mais Denis trouve que le multiculturalisme civique canadien aide la communauté à se défaire des restes d'une identité minoritaire « victimisante » en s'appuyant sur la diversité linguistique et culturelle de la francophonie canadienne pour ouvrir la définition de citoyenneté canadienne. Le travail plus théorique de Garneau (2010) sur le pluralisme de la francophonie canadienne vient appuyer l'argument de Denis sur une citoyenneté multiculturelle. Garneau considère que l'émergence d'une réflexion sur l'intégration des Autres et sur les inégalités sociales est rendue possible, en partie, par l'ambiguïté du multiculturalisme canadien qui permet de reconnaître différentes identités, même s'il risque d'ethniciser les rapports sociaux.

L'immigration pose un défi pour les luttes identitaires dans les contextes de nationalismes minoritaires de contestation (e.g. le Québec et l'Acadie, au Canada, et la

Wallonie en Belgique) et, comme le constate Traisnel (2008), la notion de citoyenneté civique peut être employée pour mobiliser toute la communauté dans le projet identitaire. Au Québec, dans un souverainisme civique et territorialisé, la maîtrise du français par les immigrants (citoyens) est construite comme un droit qui fait partie du patrimoine commun d'une société interculturelle. En Acadie, l'immigration francophone est vue comme une opportunité de revitaliser la communauté minoritaire, mais l'inclusion de la diversité dans le projet identitaire acadien est problématique. Les travaux de Gallant (2008b, 2010-11), Violette (2010) et de Traisnel et Violette (2010) illustrent bien l'aspect problématique de l'aménagement d'une représentation de la francophonie en Acadie du Nouveau-Brunswick qui est investie dans une construction identitaire basée sur l'ethnicité et la généalogie.

Les travaux de Madibbo (2008, 2010a) soulèvent d'autres aspects problématiques quant à l'intégration des immigrants (en particulier ceux et celles de race noire) dans les multiples formes d'appartenance : à la communauté ethnique (citoyenneté multiculturelle), à la francophonie canadienne et/ou locale (citoyenneté linguistique), et à la société canadienne en général (citoyenneté civique). La négociation de ces différents types d'identification dépend des barrières sociales érigées et Madibbo trouve que les immigrants africains peuvent se sentir exclus et de la francophonie et de la société canadienne. Face à l'évolution de la recherche des identités linguistiques minoritaires aux identités civiques et plurielles, la réalité d'une « francité transnationale » (Heller et Labrie, 2003) ou d'une « francophonie multiscalaire » au Canada (Traisnel, 2010-11) – marquée par diverses distinctions géographiques, culturelles, linguistiques, historiques, institutionnelles et politiques – est à développer dans les futures recherches sur l'immigration francophone.

L'éducation

L'éducation est un terrain privilégié où se transpose le questionnement lié à l'identité, à la citoyenneté et à la prise en considération de la diversité culturelle. Plusieurs études ont été réalisées dans ce secteur d'activité au cours des dernières années comme en fait état la synthèse de Robineau (2010) (voir aussi Belkhodja et Traisnel, 2011a; Universalia, 2011). La diversification du milieu scolaire retient tout particulièrement l'attention. Certaines études soulignent le fait qu'il s'agit d'un contexte plutôt récent dans bien des milieux (Denis et Gallant, 2008) et que les services d'accueil liés au domaine scolaire sont à peu près inexistant, cela dans les petits milieux comme dans les métropoles (Gallant et Denis, 2008 ; Gérin-Lajoie et Jacquet, 2008 ; Jacquet, Moore, Sabatier et Masinda, 2008). Les chercheurs expliquent ceci par l'établissement tardif de conseils scolaires de langue française dans les milieux francophones minoritaires (au cours de la décennie 1990, à l'exception du Nouveau-Brunswick) et par la petite taille de certains milieux.

On remarque une certaine ambivalence dans les perceptions de l'école vis-à-vis les familles immigrantes – un atout et un poids en contexte minoritaire (Bouchamma, 2008 ; Bouchamma et Benimmas, 2007 ; Farmer et Richards, 2006). Certaines enquêtes abordent plus directement la question de l'inclusion dans les pratiques pédagogiques des enseignants du primaire et des interactions en salle de classe. Celles-ci se déploient à la fois

sous le registre de l'inclusion et de l'exclusion (Prasad, 2010 ; voir aussi dans le cas de la Suisse, Mondada et Gajo, 2001). Dans sa thèse de doctorat, Richards (à paraître, a, b), relate l'expérience scolaire de jeunes migrants au sein d'une école secondaire de langue française en Ontario. Elle fait ressortir le rôle de ces jeunes comme acteurs de changement au sein des établissements, ainsi que la complexité de la problématique de l'accès au bilinguisme « légitime ». Carlson Berg (2010) fait ressortir dans ses études l'expérience de marginalisation que vivent certains élèves migrants dans l'optique de proposer une « pédagogie de réciprocité culturelle ». Le domaine des arts, par ailleurs, peut aussi faciliter la sensibilisation des élèves à la diversité (Schroeter, 2010) et plus largement le dialogue interculturel en milieu minoritaire (Jacques, Donaldson et Dufresne, 2010). D'autres études abordent la question des représentations enseignantes ou encore les relations école-familles (Benimmas, 2010 ; Benimmas et Kamano, 2009 ; Liboy, 2010 ; Liboy et Venet, 2011 ; Farmer et Labrie, 2008 ; Farmer, 2008b). On s'interroge ainsi sur les changements à mettre en œuvre en éducation dans la prise en considération de la diversité. L'Ontario s'est dotée d'une politique sur l'accueil en 2009 (Ontario, Ministère de l'Éducation, 2009), une première tentative qui vise à combler le vide institutionnel encore très présent dans le milieu de l'éducation. Reste à mieux cerner quels en seront les apports, les limites et l'influence sur les autres provinces et territoires.

En Ontario, nous avons constaté que les acteurs scolaires sont aujourd'hui nombreux. On y retrouve un premier groupe d'acteurs sociaux liés plus étroitement aux affaires de l'école, le groupe « habituel » qui inclut la direction d'école et le personnel enseignant, les parents et les élèves. On peut aussi y inclure le conseil scolaire et les associations de parents. Il s'ajoute toutefois un deuxième groupe, composé d'acteurs qui, sans être directement engagés dans le système d'éducation, ont toutefois un rôle à jouer dans le processus d'intégration des élèves immigrants et de leurs familles. Dans un cas d'études, ce groupe est composé de ministères fédéraux, d'une organisation offrant des services d'accueil et des soins de santé, ainsi que d'une association de femmes issues de l'immigration (Farmer, Kabeya, Labrie et Wilson, 2003). Cet exemple souligne l'importance du développement de ces nouveaux partenariats locaux, qui font des établissements d'enseignement des vecteurs d'intégration dans les communautés en situation minoritaire. En fait, la dynamisation des espaces scolaires et leur utilisation plus large que dans le strict cadre scolaire, constituent l'une des tendances lourdes des dernières années dans le domaine de l'immigration francophone. À cet effet, les conseils scolaires et les municipalités sont appelés à renforcer leurs collaborations.

Nous avons toutefois remarqué que l'école tend à percevoir les familles immigrantes à partir de leurs « différences ». Cette mise à distance s'exerce sur le plan des représentations sociales, du discours enseignant et des pratiques liées aux procédures d'admission. Et il en va de même des parents qui reproduisent un discours semblable vis-à-vis de l'école et entre parents (« de souche » et d'ailleurs). Dans une étude comparative entre contextes internationaux, Farmer, Gohard-Radenkovic et Setién (à paraître) ont cherché à savoir comment l'école construit les élèves venus d'ailleurs dans les milieux linguistiques peu exposés historiquement à la diversité. L'analyse des premiers contacts entre l'école et la famille et l'étude des politiques scolaires ont révélé que les écoles sont

plus diversifiées culturellement ; elles ne sont toutefois pas suffisamment préparées à accueillir les élèves migrants, et ont tendance à mettre à distance locaux et étrangers.

Il reste un travail important à poursuivre en ce qui a trait à la catégorisation des populations. Cela est vrai dans le cas de l'éducation, certes, mais aussi dans les autres domaines d'activité sociale. On peut se demander dans quelle mesure certaines pratiques institutionnelles (des pratiques « instituanes », pour reprendre la conceptualisation de Mehan, 1992) entraînent des effets non désirés, par exemple, en repoussant un groupe que l'on cherche à attirer, ou en confinant les étudiants dans des filières scolaires ou professionnelles moins désirables. L'intégration sociale crée-t-elle de l'exclusion, matérielle ou autre ? Il existe très peu d'études qui documentent les carrières scolaires des élèves issus de l'immigration dans les milieux francophones en situation minoritaire. Ici comme ailleurs, il s'agirait de multiplier les enquêtes (ethnographiques, longitudinales et statistiques) qui permettent de saisir les enjeux d'éducation et d'insertion socioéconomique dans leur complexité, et qui puissent être comparées dans le temps et dans l'espace.

* * *

CONCLUSION

Un champ d'études dynamique, des enjeux ciblés

L'émergence d'un champ d'études sur l'immigration francophone au Canada s'est articulée en grande partie autour des projets de recherches supportés par CIC et le Secrétariat du projet Metropolis. Il s'agit bien d'un champ au sens où il y a production de connaissances et production de connaissances pour agir. La tenue des journées pré-Congrès sur l'immigration francophone, la réalisation d'un grand nombre d'enquêtes, de même que le travail soutenu de dissémination des résultats de recherche par le Secrétariat Metropolis sont le produit d'une grande mobilisation d'idées et d'acteurs. La fin de cycle du Projet Metropolis représentera un défi pour les chercheurs au cours des prochaines années.

Au-delà des obstacles liés à la production des connaissances, un des défis qui attend la communauté des chercheurs est de trouver une voie pour canaliser les résultats de recherches et les rendre accessibles. Dans cette optique, il n'existe pas, à l'heure actuelle, de stratégie concertée pour optimiser l'utilisation des résultats de recherche. Le Projet Metropolis a joué ce rôle de catalyseur au cours des dernières années. Il faudra éventuellement questionner les alternatives offertes aux chercheurs pour communiquer les résultats de leurs recherches, et les mettre en valeur dans une perspective de politiques publiques.

D'autre part, on se retrouve aujourd'hui devant un corpus important d'études qui documentent le modèle d'une immigration allant du recrutement à la rétention, en passant par l'accueil et l'intégration socioéconomique. Ce corpus s'est développé en grande partie en lien avec le *Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire* de 2006 et la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne* de 2008. Ces outils stratégiques arrivent à échéance en 2013, ce qui constitue un autre défi mais, également un moment opportun pour réfléchir au chemin parcouru jusqu'à présent. Voyons ce qui découle des enquêtes menées au cours des dernières années.

L'importance accordée au recrutement dans la stratégie d'ensemble sur l'immigration a donné lieu à l'émergence d'une nouvelle problématique : la croissance des communautés francophones dépend désormais de leur compétitivité sur le marché international de l'immigration. Le modèle du marché a été mis à l'épreuve à la lumière du contexte de l'immigration dans les petits milieux. Les études mettent de l'avant le rôle clef joué par les municipalités, les entreprises et groupes locaux ainsi que le développement de mécanismes de concertation locale et régionale dans la mise en œuvre d'une approche cohérente qui répond aux besoins et aux aspirations des immigrants francophones.

L'évolution des questions touchant à l'accueil au cours des dernières années a permis de passer d'un constat relativement pessimiste (lire une quasi-absence de structures de services) à un tout autre portrait, basé sur le développement d'un savoir ciblé et de modèles adaptés en contexte francophone. Ces modèles s'inscrivent dans une approche collective de l'intégration, en mettant en valeur les rapprochements entre populations et l'offre de services professionnels adaptés.

Si, au début des années 2000, les interventions en immigration consistaient principalement à convaincre les communautés francophones de l'intérêt de la question de l'accueil, il en est tout autrement une décennie plus tard. On ne peut être que frappé devant le changement rapide et profond qui s'est opéré. Du point de vue du continuum, beaucoup de travail a été réalisé au plan de l'accueil mais aussi dans la réflexion sur la question de l'intégration économique et sociale. Un bon nombre d'études proposent un retour sur l'expérience migratoire. L'importance des réseaux sociaux pour l'employabilité et le degré d'aisance en anglais sont des conditions essentielles à l'emploi. Inversement, le peu d'ouverture des mentalités et les pratiques racistes en sont des barrières.

Les enquêtes menées auprès des diplômés internationaux en santé de même qu'auprès des étudiants internationaux, deux priorités identifiées dans le *Plan stratégique*, ont fait l'objet d'études en profondeur. Elles viennent combler certaines lacunes en proposant une réflexion complexe sur l'expérience des migrants et sur les conditions d'insertion économique propres aux milieux francophones. Les enquêtes sur la santé dénoncent les pressions du contexte individualiste de l'insertion professionnelle et font état de tensions observées dans les discours sur l'identité et la diversité francophone. Les enquêtes sur les étudiants internationaux font ressortir la tendance positive vers une diversification accrue des campus universitaires dans les milieux minoritaires marqués par

une certaine homogénéité culturelle. L'intégration économique des étudiants et des diplômés internationaux souligne l'importance de développer des liens avec le milieu local dans une perspective d'installation durable.

Du point de vue de l'insertion sociale, les chercheurs ont beaucoup documenté le déplacement d'un discours sur la minorité francophone vers un discours axé sur la citoyenneté, dans une réflexion sur l'identité. Les recherches soulignent la présence d'au moins trois types de citoyenneté interreliés : linguistique, multiculturelle et civique. L'éducation est un terrain privilégié où se jouent les enjeux de la citoyenneté et la reconnaissance de la diversité. Plusieurs études abordent la question de l'inclusion – dans les discours, dans les pratiques enseignantes et dans les relations école-familles.

Nous aimerions conclure cette discussion en formulant trois remarques. Tout d'abord, d'un point de vue méthodologique, à l'image d'une ethnographie, nous nous sommes arrêtés sur certaines études plus longuement que d'autres au fil de la démonstration. D'autres enquêtes auraient pu tout aussi bien faire l'objet d'un développement plus détaillé. Il a fallu trouver un compromis entre la complexité de la réalité et la clarté de l'exposé. Nous avons remarqué, en deuxième lieu, que si l'immigration est un thème transversal, la mobilité spatiale (mais on pourrait également mentionner sociale et linguistique) l'est tout autant. L'objectif de rétention se vit en relation avec les parcours de mobilité. Nous avons pris conscience, à travers les travaux recensés, que l'impératif de rétention est manifeste dans chacune des étapes du continuum. Nous ne sommes pas en présence d'un modèle linéaire ; nous avons plutôt affaire à une pluralité de lieux où se joue l'enjeu de la rétention et où se matérialise la vitalité – celle des milieux comme celle des parcours migratoires. Nous avons cherché à comprendre, enfin, comment la recherche peut renseigner les politiques et les pratiques. Nous pouvons affirmer que nous disposons aujourd'hui de connaissances plus fines et mieux ciblées qui pourront alimenter la réflexion et le développement de politiques.

Le domaine des politiques étant aussi fait d'espaces fragmentés et reconstruits, de moments d'échange et de tension, d'opportunités et de contextes changeants, il nous a semblé qu'une discussion à partir d'une lecture éclairée des recherches menées dans les dernières années constituait la meilleure façon de poursuivre les échanges entrepris dans le cadre du projet Metropolis. Nous espérons, à cet égard, que les collaborations intersectorielles et l'échange de meilleures pratiques continueront de prendre forme à travers d'autres initiatives de recherche et de partage des connaissances.

A. Ouvrages consultés (parus depuis 2008)

1. Andrew, Caroline (2010). « Récit d'une recherche-action : la participation dans le passage de frontières de femmes immigrantes à la Ville d'Ottawa », *Sociologie et sociétés*, 42:1, p. 227-243.
2. Andrew, Caroline (2008). « La ville d'Ottawa et l'immigration francophone », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 65-68. Centre Metropolis Atlantique.
3. Beaudry, Myriam et Belkhodja, Chedly (2008). « Développer une stratégie en matière d'accueil et d'intégration en milieu minoritaire francophone et urbain : l'expérience de quelques structures d'accueil à travers le Canada », *Série de documents de recherche*, 14, Centre Metropolis Atlantique, 31 p.
4. Belkhodja, Chedly (2011a). *D'Ici et d'Ailleurs. Regards croisés sur l'immigration*. Moncton: Perce-Neige.
5. Belkhodja, Chedly (dir.) (2011b). « La migration internationale : l'émergence de l'étudiant mobile », *Canadian Diversity | Diversité canadienne*, 8:5, hiver.
6. Belkhodja, Chedly (dir.) (2008). *Thèmes canadiens*. « Immigration et diversité au sein des communautés francophones en situation minoritaire », printemps, 136 p. Centre Metropolis Atlantique.
7. Belkhodja, Chedly et Beaudry, Myriam (2008). « Développer une stratégie en matière d'accueil et d'intégration en milieu minoritaire francophone et urbain : l'expérience de quelques structures d'accueil au Canada », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 88-91. Centre Metropolis Atlantique.
8. Belkhodja, Chedly et Traisnel, Christophe (2011a). *Ce que la recherche nous dit*. Rapport présenté au Symposium de la recherche sur les langues officielles. Ottawa.
9. Belkhodja, Chedly et Traisnel, Christophe (2011b). « Immigration and Diversity in New Brunswick », dans Biles, John, Burstein, Meyer et Frideres, Jim (dir.), *Integration and Inclusion of Newcomers and Minorities across Canada*. Montreal: McGill-Queen's University Press, p. 277-299.
10. Belkhodja, Chedly et Vatz-Laaroussi, Michèle (dir.) (à paraître en 2012). *Politiques et pratiques de la régionalisation de l'immigration dans 5 fédérations*. Paris: L'Harmattan.
11. Belkhodja, Chedly et Wade, Mathieu (2010). « Recruter, intégrer et retenir les étudiants internationaux : le cas de l'Université de Moncton », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, p. 63-66.
12. Belkhodja, Chedly, Forgues, Éric et coll. (2009). *L'intégration des diplômés internationaux en santé francophones dans les communautés francophones en situation minoritaire*. Consortium national de formation en santé.

13. Benimmas, Aïcha (2010). « L'intégration des élèves immigrants, la relation école-familles immigrés et l'adhésion des immigrants à la mission de l'école francophone acadienne selon les perceptions des parents immigrants et des futurs enseignantes et enseignants », *Série de documents de recherche*, 26, Centre Metropolis Atlantique, 55 p.
14. Benimmas, Aïcha et Kamano, Lamine. (2009). « Comment les futurs enseignants perçoivent-ils l'intégration de l'élève immigrant à l'école francophone en milieu minoritaire au Nouveau-Brunswick? », *L'établissement international au Canada INSCAN*, 23:2, p. 6-9.
15. Bertrand, François (2008). « Immigration francophone en Colombie-Britannique », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 111-113. Centre Metropolis Atlantique.
16. Bouchamma, Yamina (2009a). « Francisation, scolarisation et socialisation des élèves immigrants en milieu minoritaire francophone du Nouveau-Brunswick : quels défis et quelles perspectives? », *Série de documents de recherche*, 21, Centre Metropolis Atlantique.
17. Bouchamma, Yamina (2009b). *L'intervention interculturelle en milieu scolaire*. Lévis: Les Éditions de la Francophonie, 194 p.
18. Bouchamma, Yamina (2008). « Les défis de l'école en milieu minoritaire francophone face à l'intégration des élèves immigrants », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 120-123. Centre Metropolis Atlantique.
19. Bouchard-Coulombe, Camille, Lepage, Jean-François et Chavez, Brigitte (2011). *Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les francophones de la Saskatchewan*. Statistique Canada. N° 89-642-X n° 006 au catalogue.
20. Canada, Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (2009). *Recueil de pratiques exemplaires en matière d'immigration francophone au Canada*. En collaboration avec La Conférence ministérielle sur la Francophonie canadienne, Metropolis et la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada. N° Ci64-2 au catalogue. Ottawa: CIC.
21. Canada, Ministère du Patrimoine canadien (2008). *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013 : Agir pour l'avenir*. Ottawa : Patrimoine canadien.
22. Carlson Berg, Laurie (2010a). « Inclusion en milieu scolaire fransaskois : Perspectives multiples », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, p. 46-50.
23. Carlson Berg, Laurie (2010b). « Experiences of newcomers to Fransaskois schools: Opportunities for community collaboration », *McGill Journal of Education*, 45:2, p. 287-304.

24. Chavez, Brigitte et Bouchard-Coulombe, Camille (2011). *Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les francophones de la Colombie-Britannique*. Statistique Canada. N° 89-642-X n° 004 au catalogue.
25. Chavez, Brigitte, Bouchard-Coulombe, Camille et Lepage, Jean-François (2011). *Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les francophones de l'Alberta*. Statistique Canada. N° 89-642-X n° 007 au catalogue.
26. Corbeil, Jean-Pierre et Lafrenière, Sylvie (2010). *Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les francophones de l'Ontario*. Statistique Canada. N° 89-642-X n° 001 au catalogue.
27. Dalley, Phyllis (2008). « Immigration et travail en milieu minoritaire: Le cas de l'Alberta francophone », *Thèmes canadiens*, printemps, p.55-59. Centre Metropolis Atlantique.
28. Denis, Wilfrid (2010-11). « Commission sur l'inclusion dans la communauté fransaskoise : de la minorité à la citoyenneté ». Une réflexion sur le cadre idéologique, *Revue du Nouvel Ontario*, 35-36, « Inclusion, identité et vitalité : repenser la participation à la francophonie canadienne » sous la direction de Peter Dorrington, Gratien Allaire et Sylvie Lafrenière, p. 15-46.
29. Denis, Wilfrid (2008a). « Le déclin de l'Empire américain et l'avenir des francophonies en périphérie : le cas de la Saskatchewan », *Francophonies d'Amérique*, 26, p. 309-330.
30. Denis, Wilfrid (2008b). « De minorité à citoyenneté : les défis de la diversité dans la communauté fransaskoise », *Thèmes canadiens*, printemps, p.47-49. Centre Metropolis Atlantique.
31. Farmer, Diane (2010). « Retracer la question de l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire : bilan et enjeux », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, Patrimoine canadien – Metropolis, p. 5-9.
32. Farmer, Diane (2008a). « L'immigration francophone en contexte minoritaire : entre la démographie et l'identité », dans Thériault, Joseph Yvon, Gilbert, Anne et Cardinal, Linda (dir.), *L'Espace francophone en milieu minoritaire au Canada*. Montréal: Fides, p. 121-159.
33. Farmer, Diane (2008b). « 'Ma mère est de Russie, mon père est du Rwanda' : les familles immigrantes dans leurs rapports avec l'école en contexte francophone minoritaire », *Thèmes canadiens*, printemps, p.124-127. Centre Metropolis Atlantique.
34. Farmer, Diane, Gohard-Radenkovic, Aline et Setién, Maria Luisa (à paraître en 2012). « Comment l'école construit-elle l'élève migrant dans les milieux linguistiques peu exposés historiquement à la diversité ? », dans Belkhodja, Chedly et Vatz-Laaroussi, Michèle (dir.), *Politiques et pratiques de la régionalisation de l'immigration dans 5 fédérations*. Paris : L'Harmattan.

35. Farmer, Diane et Labrie, Normand (2008). « Immigration et francophonie dans les écoles ontariennes : comment se structurent les rapports entre les institutions, les parents et le monde communautaire? », *Revue des sciences de l'éducation*, 34:2, p. 377.
36. Fontaine, Louise (2008). « L'immigration rurale et francophone en Nouvelle-Écosse : quelques pistes de réflexion », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 79-82. Centre Metropolis Atlantique.
37. Francis, Jenny (2010). *Missing Links: Youth Programs, Social Services, and African Youth in Metro Vancouver*. Working paper series No. 10 – 07. Centre for Excellence for Research on Immigration and Diversity, Metropolis British Columbia.
38. Gallant, Nicole (2010-2011). « Les communautés francophones en milieu minoritaire et les immigrants: entre ouverture et inclusion », *Revue du Nouvel Ontario*, 35-36, « Inclusion, identité et vitalité : repenser la participation à la francophonie canadienne » sous la direction de Peter Dorrington, Gratien Allaire et Sylvie Lafrenière, p. 69-105.
39. Gallant, Nicole (dir.) (2010a). *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*. En collaboration avec Patrimoine canadien, CIC, la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne, Metropolis et la Fédération des communautés francophones et acadienne, Ottawa, 71 p.
40. Gallant, Nicole (2010b). « Trajectoires d'immigrants francophones en Atlantique », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*. Patrimoine canadien – Metropolis, p. 18-21.
41. Gallant, Nicole (2010c). « Représentations sociales et représentation politique : présence immigrante dans les organismes de la francophonie minoritaire au Canada », *Politique et sociétés*, 29:1, p. 181-201.
42. Gallant, Nicole (2010d). « Choix identitaires et représentations de l'identité issue de l'immigration chez la deuxième génération », *Canadian Ethnic Studies*, 4:2, p. 35-60.
43. Gallant, Nicole (2008a). *Bibliographie annotée. L'immigration francophone au Canada atlantique*, INRS, novembre, 51 p.
44. Gallant, Nicole (2008b). « De l'ouverture à l'inclusion : Immigration et identité en milieu francophone minoritaire », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 43-46. Centre Metropolis Acadien.
45. Gallant, Nicole (2008c). « Représentations de la francophonie locale chez les jeunes : comparaison de l'Acadie et de la Fransaskoisie », *Canadian Online Journal of Social Research*, 1:1, p. 79-102.

46. Gallant, Nicole et Denis, Wilfrid (2008). « Relever le défi de la diversité : une comparaison des idéologies en éducation en contexte minoritaire et majoritaire au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan », *Éducation et francophonie*, 36:1, p. 142-160.
47. Gallant, Nicole et Fournier, Carole (2010). *Profil qualitatif des immigrants francophones du Canada atlantique*. Rapport INRS.
48. Garneau, Stéphanie (2010). « Penser le pluralisme des francophones minoritaires canadiennes : de la logique identitaire à la question sociale », *Reflets*, 16:2, p. 22-56.
49. Gerin-Lajoie, Diane et Jacquet, Marianne (2008). « Regards croisés sur l'inclusion des minorités en contexte scolaire francophone minoritaire au Canada », *Éducation et francophonie*, 36 :1, 25-43.
50. Gilbert, Anne et Veronis, Luisa (2010). « Le meilleur des deux mondes : l'expérience géographique des immigrants francophones d'Afrique centrale dans la région d'Ottawa-Gatineau », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, p. 38-40.
51. Grenon, Émilie, Kérisit, Michèle et Magunira, Françoise (2009). *An analysis of the challenges faced by francophone female refugees living in Ontario and separated from their children*. CERIS Policy Matters No. 40. The Ontario Metropolis Centre.
52. Hébert, Yvonne (2010). *Rethinking Integration as Cosmopolitan Subjectivities: From migrant & minority to citizen of the world: Evidence from la francophonie de Calgary*. Working paper series WP10-10. Edmonton: Prairie Metropolis Centre.
53. Hébert, Yvonne, Wanner, Richard et al. (2010). *Calgary à la lumière : Étude de la redéfinition d'une francophonie urbaine*. 285 p.
54. Hébert, Yvonne et Wanner, Richard (2010). « L'immigration de langue française à Calgary », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, Patrimoine canadien – Metropolis, p. 30-34.
55. Houle, René et Corbeil, Jean-Pierre (2010). *Portrait statistique de la population immigrante de langue française à l'extérieur du Québec (1991 à 2006)*. Statistique Canada. N° 89-641-X au catalogue.
56. Jacques, Mathieu-Alexandre, Donaldson, Ian et Dufresne, Fred (2010). « Nouveaux facteurs de vitalité au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire : l'impact des arts, de la culture, du dialogue interculturel et de l'immigration en milieu minoritaire », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, p. 41-45.
57. Jacquet, Marianne, Moore, Danièle, Sabatier, Cécile et Masinda, Mambo (2008). *Integration of Young Francophone African Immigrants in Francophone Schools in British Columbia*. Working paper series No. 08 – 13. Centre for Excellence for Research on Immigration and Diversity, Metropolis British Columbia.

58. Jacquet, Marianne, Moore, Danièle, Sabatier, Cécile et Masinda, Mambo (2008). « L'intégration des jeunes immigrants francophones africains dans les écoles francophones en Colombie-Britannique », *Série de documents de recherche*, 9, Centre Metropolis Atlantique.
59. Jantzen, Lorna (2008). « Les liens entre diversité et minorités de langue officielle », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 10-14. Centre Metropolis Atlantique.
60. Jedwab, Jack (2008). « Accueillir la communauté d'accueil : Immigration et intégration des francophones à Toronto et à Ottawa », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 27-32. Centre Metropolis Atlantique.
61. Kasparian, Sylvia (2008). « Pour un modèle nouveau d'accueil et d'intégration des immigrants francophones en milieu minoritaire : Le Centre d'accueil et d'intégration des immigrants du Moncton Métropolitain », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 104-108. Centre Metropolis Atlantique.
62. Lafontant, Jean (2009a). « Travail, identité et territorialité : l'immigration subsaharienne dans les communautés francophones en situation minoritaire au Canada », dans Labelle, Micheline et Remiggi, Frank W. (dir.), *Inégalités, racisme et discriminations : regards critiques et considérations empiriques*, Montréal: Université du Québec à Montréal, Les Cahiers de la CRIEC, 33, p. 39-58.
63. Lafontant, Jean (2009b). « Immigration, identité francophone et intégration en emploi », dans Mulatris, Paulin (dir.), *L'intégration des immigrants francophones dans l'Ouest du Canada : actes du colloque*, Edmonton: Institut pour le patrimoine de la francophonie de l'Ouest canadien, p. 24-30.
64. Lafontant, Jean (2009c). « L'intégration en emploi des immigrants francophones racisés à Winnipeg : résumé d'une étude exploratoire », *Nos diverses cités : Région des Prairies*, Metropolis, printemps, p. 131-135.
65. Lafontant, Jean (2008). « L'usage du français dans les communautés francophones minoritaires en contexte de mondialisation », *Francophonies d'Amérique*, 26, p. 407-415.
66. Laghzaoui, Ghizlane Asmaa (2011). *Paroles d'immigrants! Représentations sociales et construction identitaire chez les enseignants immigrants francophones en Colombie-Britannique*. Ph.D. en éducation. Simon Fraser University.
67. Lemoine, Maryse (2010). « Discrimination et traitement préférentiel envers la communauté francophone immigrante : la recherche de logement des immigrants français et congolais à Toronto », *Francophonies d'Amérique*, 29, printemps, p. 35-53.
68. Lemoine, Maryse (2009). *Housing trajectories of francophone migrants in Toronto: The case of French and Congolese migrants*. Mémoire de maîtrise. Toronto: York University.

69. Lepage, Jean-François, Bouchard-Coulombe, Camille et Chavez, Brigitte (2011). *Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les francophones du Nouveau-Brunswick*. Statistique Canada. N° 89-642-X n° 005 au catalogue.
70. Lepage, Jean-François, Bouchard-Coulombe, Camille et Chavez, Brigitte (2010). *Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les francophones du Manitoba*. Statistique Canada. N° 89-642-X n° 008 au catalogue.
71. Lepage, Jean-François, Chavez, Brigitte et Bouchard-Coulombe, Camille (2011). *Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les francophones du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut*. Statistique Canada. N° 89-642-X n° 003 au catalogue.
72. Liboy, Malanga-Georges (2010). « La communication entre l'école et les familles immigrantes en Alberta : quelques pistes de solutions », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, Patrimoine canadien – Metropolis, p. 59-62.
73. Liboy, Malanga-Georges (2009). *Étude des facteurs susceptibles de faciliter la communication entre l'école et les familles immigrantes en Alberta: Point de vue des parents immigrants et du personnel enseignant*. Ph. D en éducation. Université de Sherbrooke.
74. Liboy, Malanga-Georges et Venet, Michèle (2011). « Participation des familles immigrantes à l'école: points de vue des parents congolais à Edmonton (Alberta) », *Journal of International Migration and Integration*, 12:2, p. 155-171.
75. Madibbo, Amal (2010a). « L'identité raciale et ethnique des immigrants africains francophones », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, Patrimoine canadien – Metropolis, p. 15-17.
76. Madibbo, Amal (2010b). « The African Francophone identities within the Francophone Diaspora » dans McCauley, Timothy et Hill, Janice (dir.), *Canadian Society: Global Perspectives*. Oshawa: de Sitter Publications, p. 87-95.
77. Madibbo, Amal (2008). « L'intégration des jeunes immigrants francophones de race noire en Ontario: Défis et possibilités », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 50-54. Centre Metropolis Atlantique.
78. Magassa, Moussa (2008). « Capacité de recrutement et d'accueil des immigrants dans les communautés francophones en situation minoritaire », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 113-116. Centre Metropolis Atlantique.
79. Martin, Thibault (2010-11). « Intégration professionnelle des immigrants francophones dans le secteur des nouvelles technologies : une étude de cas au Manitoba », *Revue du Nouvel Ontario*, 35-36, « Inclusion, identité et vitalité : repenser la participation à la francophonie canadienne » sous la direction de Peter Dorrington, Gratien Allaire et Sylvie Lafrenière, p. 107-136.

80. Mulatris, Paulin (2010). « Disqualification professionnelle et expériences temporelles : enquête auprès des immigrants francophones africains installés en Alberta », *British Journal of Canadian Studies*, 23:1, p. 73-86.
81. Mulatris, Paulin (dir.) (2009a). *L'intégration des immigrants francophones dans l'Ouest du Canada : actes du colloque*. Edmonton: Institut pour le patrimoine de la francophonie de l'Ouest canadien.
82. Mulatris, Paulin (2009b). « Les Églises chrétiennes africaines francophones de la région d'Edmonton et l'intégration sociale et citoyenne des nouveaux arrivants », *Nos diverses cités : les Prairies – Aux confins de la migration*, Metropolis, p. 98-101.
83. Mulatris, Paulin (2009c). « Francophonie albertaine et inclusion des nouveaux arrivants : post mortem à un débat sur un changement de nom », *Journal of International Migration and Integration*, 10:2, p. 145-158.
84. Ngwakongnwi, Emmanuel (2010). « La perception du bien-être et l'accès aux soins de santé dans les communautés francophones en situation minoritaire de Calgary », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, Patrimoine canadien – Metropolis, p. 10-14.
85. Ontario, Ministère de l'Éducation (2009). *L'admission, l'accueil et l'accompagnement des élèves dans les écoles de langue française de l'Ontario*. Toronto : Gouvernement de l'Ontario.
86. Paquet, Martin (2008). « L'immigration francophone en Nouvelle-Écosse », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 99-103. Centre Metropolis Atlantique.
87. Piquemal, Nathalie et Bolivar, Bathélemy (2009). « Discontinuités culturelles et linguistiques : Portraits d'immigrants francophones en milieu minoritaire », *Journal of International Migration and Integration*, 10, p. 245-264.
88. Piquemal, Nathalie, Bahi, Boniface et Bolivar, Bathélemy (2009). « Nouveaux arrivants humanitaires et économiques au Manitoba francophone : Entre défis et succès social », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 41-51. Centre Metropolis Atlantique.
89. Prasad, Gail (2010). « Identités alter(n)atives : les pratiques inclusives des enseignants du primaire auprès des enfants immigrants dans une école francophone de l'Ontario », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, Patrimoine canadien – Metropolis, p. 51-54.
90. Quell, Carsten (2008). « Recherches sur la nouvelle diversité des communautés francophones en situation minoritaire », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 7-9. Centre Metropolis Atlantique.
91. Richards, Mary (à paraître - a). Les jeunes, la mondialisation, le bilinguisme et le milieu scolaire francophone, dans Lamoureux, Sylvie et Cotnam, Megan (dir.) *Prendra sa place : parcours et trajectoires identitaires* (titre provisoire). Ottawa: Editions David, XX pages. Publication prévue juin 2012.

92. Richards, Mary (à paraître - b). *Carrefour discursif: L'École franco-ontarienne et les jeunes issus de l'immigration*. Thèse de doctorat. Toronto: Ontario Institute for Studies in Education, University of Toronto.
93. Robineau, Anne (2010). *État des lieux sur l'intégration des élèves issus de l'immigration dans les écoles de langue française en situation minoritaire*, recension des écrits présentée à la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF). Moncton: Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, 47 p.
94. Roy, Jean-Olivier (2008a). « L'immigration rurale en milieu francophone minoritaire : Brooks, Alberta », *Série de documents de recherche*, 10, Centre Metropolis Atlantique, 42 p.
95. Roy, Jean-Olivier (2008b). « L'immigration rurale en milieu francophone minoritaire : Clare, Nouvelle-Écosse », *Série de documents de recherche*, 11, Centre Metropolis Atlantique, 43 p.
96. Roy, Jean-Olivier (2008c). « L'immigration rurale en milieu francophone minoritaire : Gravelbourg, Saskatchewan », *Série de documents de recherche*, 12, 29 p.
97. Sarrazin, Georges (2010). « L'évaluation du niveau de français des nouveaux arrivants au Canada en vue d'un classement dans l'un des programmes de français langue seconde : développement de la Batterie de tests de classement aux Niveaux de compétence linguistique canadiens (BTC – NCLC) », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, Patrimoine canadien – Metropolis, document de référence, p. 67-71.
98. Schroeter, Sara (2010). « Le théâtre dans ma boîte à outils : l'utilisation du Théâtre Forum pour explorer des notions d'identité, d'appartenance et de culture avec des élèves francophones de niveau secondaire, dans un contexte de diversité », *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*, Patrimoine canadien – Metropolis, p. 55-58.
99. Schroeter, Sara (2009). *Theatre in my toolbox: Using Forum Theatre to explore notions of identity and belonging and culture with francophone secondary students in a context of diversity*. Mémoire de maîtrise. Toronto: York University.
100. Skogen, Rochelle et Mulatris, Paulin (2011). « Experiences of "Hospitality" by Racialized Immigrant Pre-service Teachers on Canadian School Landscapes: A Phenomenological Perspective », *Phenomenology & Practice*, 5:2, p. 20-39.
101. Thomassin, Dominique (2008). « L'immigration francophone dans les communautés en situation minoritaire : l'état de la recherche », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 128-132. Centre Metropolis Atlantique.
102. Traisnel, Christophe (2010-11). « Enjeux linguistiques locaux, représentation politique et interférences identitaires dans la définition d'une francophonie multiscalaire au Canada », *Revue du Nouvel Ontario*, 35-36, « Inclusion, identité et vitalité: repenser la participation à la francophonie canadienne » sous la direction de Peter Dorrington, Gratien Allaire et Sylvie Lafrenière, p. 137-159.

103. Traisnel, Christophe (2008). « Conjuguer particularisme local et diversité culturelle : L'immigrant et la diversité dans les discours identitaires des nationalismes de contestation au Québec, en Acadie et en Wallonie », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 38-42. Centre Metropolis Atlantique.
104. Traisnel, Christophe et Violette, Isabelle (2010). « Qui ça, nous? La question des identités multiples dans l'aménagement d'une représentation de la francophonie en Acadie du Nouveau-Brunswick ». Dans Bélanger, Nathalie, Garant, Nicolas et al. (dir.), *Produire et reproduire la francophonie en la nommant*. Sudbury: Prises de parole, p. 101-122.
105. Universalialia (2011). *L'immigration et les communautés de langue officielle en situation minoritaire : Bilan de recherche depuis cinq ans, selon les perspectives des communautés, des institutions gouvernementales et des chercheurs*. Ottawa : CIC.
106. Vatz Laaroussi, Michèle, Gallant, Nicole et Bernier, Estelle (2011). *Capital d'attraction et de rétention des immigrants dans les collectivités locales : vers un modèle théorique*. Capsule de recherche : Collectivités d'accueil. Centre Metropolis du Québec.
107. Vatz Laaroussi, Michèle (2008). « L'immigration dans les régions du Québec et dans les communautés francophones hors Québec: Une volonté partagée, des contextes différents, des défis communs, des pistes à transférer », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 33-37. Centre Metropolis Atlantique.
108. Violette, Isabelle (2010). *Immigration francophone en Acadie du Nouveau-Brunswick : langues et identités*. Ph. D. Université de Moncton/Université François-Rabelais.
109. Violette, Isabelle (2008). « Peut-on faire une sociolinguistique de l'immigration francophone? Réflexions autour des liens entre structures d'accueil et aménagement linguistique », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 83-87. Centre Metropolis Atlantique.
110. Violette, Isabelle et Boudreau, Annette (2008). « Les enjeux linguistiques de l'immigration francophone en Acadie du Nouveau-Brunswick », *Thèmes canadiens*, printemps, p. 133-136. Centre Metropolis Atlantique.
111. Violette, Isabelle et Traisnel, Christophe (2010). « L'Acadie de la diversité chez le militant acadien d'ici et l'immigrant francophone venu d'ailleurs : contradictions et convergences dans les représentations d'une identité commune », *Francophonies d'Amérique*, 30, automne, p. 131-151.
112. Wade, Mathieu et Belkhodja, Chedly (2010). « Gestion d'une nouvelle diversité sur un petit campus canadien : Le cas de l'Université de Moncton », *Série de documents de recherche*, 27, 14 p.
113. Wade, Mathieu et Belkhodja, Chedly (2011). « Managing a new diversity on small campuses », *Canadian Diversity | Diversité canadienne*, 8:5, p. 39-42.

B. Références citées (excluant les ouvrages listés à l'Annexe A)

- Adam, Dyane (2003). « L'immigration et la francophonie canadienne », *Francophonies d'Amérique*, 16, p. 27-35.
- Berthelot, Jean-Michel (1997). « La sociologie : histoire d'une discipline », dans Van Meter, Karl M. (dir.), *La Sociologie*. Paris: Larousse, p. 11-26.
- Biles, John, Burstein, Meyer et Frideres, Jim (dir.) (2008). *Immigration and Integration in Canada in the Twenty-first Century*. Montreal: McGill-Queen's University Press.
- Bouchamma Yamina et Benimmas, Aïcha (dir.) (2007). « L'immigration, un enjeu pour l'éducation : curriculum et socialisation en contexte de diversité culturelle à l'école », *Revue de l'Université de Moncton*, 38 :2, p. 1-4.
- Bourdieu, Pierre (1984). *Questions de sociologie*. Paris: Éditions de Minuit.
- Canada, Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (CIC), Comité directeur – Communautés francophones en situation minoritaire (2006). *Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*. Ottawa: CIC.
- Canada, Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (CIC), Comité directeur – Communautés francophones en situation minoritaire (2005). *Vers la francophonie canadienne de demain. Sommaires des initiatives 2002-2006 pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*. Ottawa: CIC.
- Canada, Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (CIC), Comité directeur – Communautés francophones en situation minoritaire (2003). *Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*. Ottawa: CIC.
- Churchill, Stacy et Kaprielian-Churchill, Isabel (1991). *Les communautés francophones et acadienne au Canada face au pluralisme*. Ottawa: La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada.
- Farmer, Diane, Chambon, Adrienne et Labrie, Normand (2003). « Urbanité et immigration au sein des francophonies : étude de la dynamique communautaire franco-torontoise et des rapports d'inclusion et d'exclusion », *Francophonies d'Amérique*, 16, p. 97-106.
- Farmer, Diane, Kabeya, Yvonne, Labrie, Normand et Wilson, Denise (2003). *La relation école-familles francophones d'origine immigrante à Toronto*. Toronto : CREFO.
- Farmer, Diane et Richards, Mary (2006). *École et diversité. Rapport de recherche présenté au ministère de l'Éducation de l'Ontario*. Toronto : CREFO. Consulté en février 2012 : <http://crefo.oise.utoronto.ca//UserFiles/File/rapportsprojets/rapporttablesronde%208.pdf>

- Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) (2004). *Vers des communautés francophones ouvertes et inclusives. Évaluation de la capacité des communautés francophones en situation minoritaire à accueillir de nouveaux arrivants* (rapport final). Ottawa: Prairie Research Associates.
- Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) (2001). *Parlons-nous! Rapport du groupe de travail Dialogue*. Ottawa: FCFA.
- Gallant, Nicole (2007). « Quand les immigrants sont la minorité dans une minorité : ouverture et inclusion identitaire en milieu francophone minoritaire », *Nos diverses cités*, 3, p. 93-97.
- Gallant, Nicole et Belkhodja, Chedly (2005). « Production d'un discours sur l'immigration et la diversité par les organismes francophones et acadiens au Canada », *Canadian Ethnic Studies*, 37:3, p. 35-58.
- Heller, Monica et Labrie, Normand (dir.) (2003). *Discours et Identités : La francité canadienne entre modernité et mondialisation*. Cortil-Wodon [Belgique]: Éditions modulaires européennes.
- Jedwab, Jack (2002). *L'immigration et l'épanouissement des communautés de langue officielle au Canada : politiques, démographie et identité*. Ottawa: Bureau de la commissaire aux langues officielles, ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- Lahire, Bernard (2001). *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Paris: Armand Collin/Nathan.
- Madibbo, Amal (2006). *Minority within a minority: Black francophones, immigrants and the dynamics of power and resistance*. New York: Routledge.
- Martin, Thibault et Lafontant, Jean (2007). *Socio-Economic Integration of the French-Speaking Immigrants Belonging to a Visible Minority Group in Winnipeg's French-Speaking Community and in the Society at Large*. Final report, Prairie Metropolis Centre.
- Mehan, Hugh (1992). « Understanding inequality in schools: The contribution of interpretive studies », *Sociology of Education*, 65:1, p. 1-20.
- Mondada, Lorenza et Gajo, Laurent (2001). « Classroom interaction and the bilingual resources of migrant students in Switzerland », dans Heller, Monica et Martin-Jones, Marilyn (dir.), *Voices of Authority: Education and linguistic difference*. Westport, CT: Ablex, p. 235-268.
- Quell, Carsten (2002). *L'immigration et les langues officielles: obstacles et possibilités qui se présentent aux immigrants et aux communautés*. Ottawa: Commissariat aux langues officielles, ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Vatz-Laaroussi, Michèle, Belkhodja, Chedly, Garcea, Joseph et Poirier, Christian (2007). *Municipalités et gestion de la diversité ethnique, religieuse et culturelle en milieu urbain et rural : analyse d'expériences au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan et au Québec*, synthèse de recherche subventionnée par le CRSH, Centre Metropolis du Québec.

Wacquant, Loïc (1998). « Pierre Bourdieu », dans Stones, Rob (dir.), *Key Sociological Thinkers*. London: Macmillan, p. 215-227.

Le point de vue exprimé dans ce document de réflexion représente uniquement celui des auteurs.

AVEC L'APPUI DES PARTENAIRES SUIVANTS :


